



FAITS
SAILLANTS
2018



Photographies : Avec la permission des parlements hôtes, ParIAmericas et des organisations partenaires.

TABLE DES MATIÈRES

À propos de ParlAmericas.....	2	10 ^e rencontre du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas	23
Message du président de ParlAmericas	3	Dialogue entre parlementaires et société civile : Le leadership transformationnel pour l'égalité des genres dans les Caraïbes : stratégies et partenariats régionaux	26
Finances et activités.....	4	Message de la présidente du Réseau pour un parlement ouvert	29
Corps législatifs nationaux représentés dans notre Conseil d'administration.....	5	3 ^e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert	30
Partenaires.....	6	Réunion pour les fonctionnaires parlementaires : Plans d'action pour un parlement ouvert.....	35
2018 En un coup d'œil.....	8	Réunion de co-création : Guide pour développer un plan d'action pour un parlement ouvert.....	37
Outils interactifs.....	10	Message du président du Réseau parlementaire sur le changement climatique.....	39
Ressources et publications.....	12	Dialogue sur la réduction des risques de catastrophes	40
Message de la vice-présidente de ParlAmericas	13	3 ^e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique.....	43
15 ^e Assemblée plénière : promouvoir des sociétés inclusives pour le développement durable	14		
Message de la présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas	19		
Réunion interparlementaire : Partenariats pour transformer les relations de genre	20		

À PROPOS DE PARLAMERICAS



Est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



Est composé des **35 ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** de l'Amérique du Nord, Centrale et du Sud, et des Caraïbes



Facilite l'échange des **BONNES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



Intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



Promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



Encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



Travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



Est basée à **OTTAWA, CANADA**



MESSAGE DU PRÉSIDENT DE PARLAMERICAS



Chères et chers collègues,

L'année 2018 a été une nouvelle année de grandes réussites pour ParlAmericas. Nous continuons de grandir en tant qu'institution influente à travers laquelle les parlementaires

collaborent et échangent des stratégies pour renforcer la gouvernance démocratique dans la région.

Cela a été un honneur d'être élu Président de ParlAmericas lors de la 15^e Assemblée plénière en septembre. Merci à vous toutes et tous pour votre confiance. Je m'engage à poursuivre mon travail avec vous et nos partenaires pour trouver des solutions aux défis qui touchent le quotidien des citoyennes et des citoyens de nos pays.

Cette année, ParlAmericas a contribué à renforcer la transparence, l'éthique et la responsabilité dans nos parlements et institutions gouvernementales; elle a promu une participation citoyenne plus forte dans le travail législatif; et elle a appelé à adopter une prise de décision plus inclusive, informée par la participation entière et égale de tous les membres de la société, et en particulier des femmes et des filles. Nous avons également fait entendre nos voix et nos actions pour élever l'ambition pour de véritables solutions durables afin de lutter contre le changement climatique.

Nos trois réseaux permanents ont joué un rôle important dans la poursuite de ces objectifs : le Réseau pour un parlement ouvert, le Réseau parlementaire pour l'égalité des genres et le Réseau parlementaire sur le changement climatique. Guidés par des comités exécutifs dont les représentantes et représentants proviennent de chaque sous-région de ParlAmericas, ces réseaux orientent nos programmes et nos engagements régionaux.

Nous avons organisé 11 activités interparlementaires en 2018, avec le soutien des parlements de la Barbade, du Canada, du Chili, de la Jamaïque, du Panama, du Pérou et de Trinité-et-Tobago. L'une d'elles a été notre réunion comptant la plus forte participation de parlementaires, et était organisée dans le cadre

du VIII Sommet des Amériques. Nous avons également participé à 13 réunions organisées par des partenaires internationaux et des organisations multilatérales, apportant ainsi le point de vue des parlementaires dans ces forums politiques et législatifs.

Dans ces espaces, nous avons créé des liens stratégiques avec des organisations, le milieu universitaire et des groupes de la société civile régionaux et internationaux. ParlAmericas a été un membre fondateur de deux nouveaux mécanismes de coordination importants cette année : le Task Force interaméricain sur le renforcement du pouvoir des femmes et leur leadership et du Réseau numérique pour un parlement ouvert. Grâce au soutien financier du Gouvernement canadien, nous avons également annoncé un projet de trois ans qui approfondira notre collaboration avec des organisations multipartites dédiées au leadership politique des femmes en Amérique latine et aux Caraïbes.

Dans les pages suivantes, vous découvrirez aussi les ressources et outils que nous avons lancés cette année, dont des rapports, des kits d'outils en ligne interactifs et des épisodes de podcasts enregistrés lors de nos rencontres.

Au nom de ParlAmericas, je souhaite reconnaître l'engagement inestimable de plus de 600 parlementaires, membres de personnel parlementaire, spécialistes et représentantes et représentants de la société civile qui ont participé de façon active à notre travail tout au long de l'année. Je vous invite à nous faire part des progrès réalisés par votre parlement et à encourager vos collègues à participer aux prochaines activités de ParlAmericas. Je sais que nous accomplirons de grandes choses ensemble si nous concentrons notre énergie en 2019.

Cordialement,

L'honorable Robert Nault

**Député, Canada
Président de ParlAmericas**

.....
 SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @BOBNAULTMP

FINANCES ET ACTIVITÉS

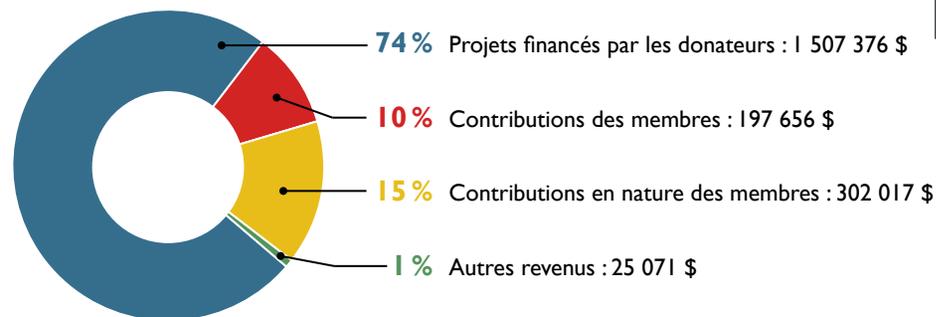
Les opérations et activités menées par ParlAmericas durant l'année fiscale 2018 ont été financées grâce au soutien de nos parlements membres, nos partenaires et aux généreuses contributions du Gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada. ParlAmericas souhaite reconnaître et remercier sincèrement les contributions inestimables d'appui, d'expertise, de temps et de voyages des parlements membres, des parlementaires individuel(le)s et des partenaires afin d'assurer la mise en œuvre fructueuse des programmes de ParlAmericas à travers l'année.

Note : Les contributions en nature dans les états financiers sont enregistrées lorsque les justes valeurs peuvent être estimées de façon raisonnable et que les documents pertinents sont fournis par les parlements membres. Nous reconnaissons que le montant présenté est une fraction de la valeur totale du soutien en nature fourni par les parlements membres dans le cadre des opérations de ParlAmericas. ParlAmericas maintient ainsi un registre de la valeur indicative des contributions totales à la programmation de ParlAmericas.

Source : Les informations suivantes représentent les états financiers vérifiés de ParlAmericas à compter du 30 septembre 2018, et le Rapport financier annuel correspondant préparé pour le Conseil d'administration et les parlements membres.

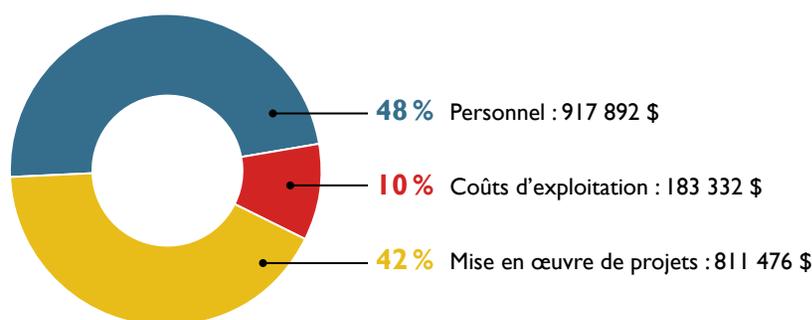
CONTRIBUTIONS

2 032 120 \$



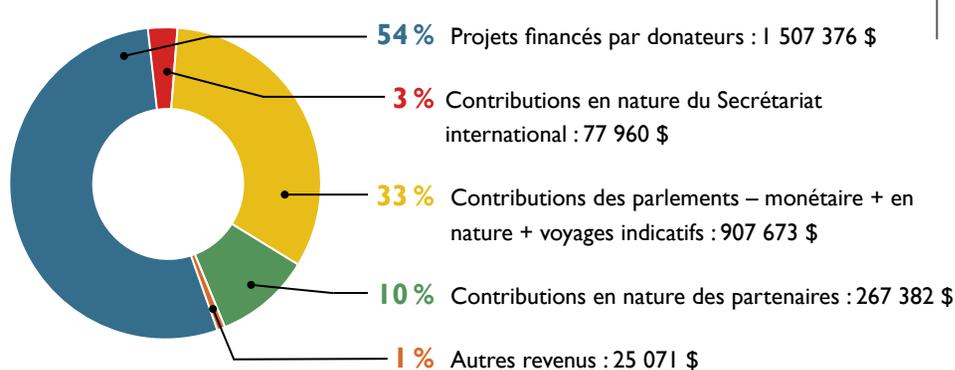
DÉPENSES

1 912 701 \$



VALEUR INDICATIVE DES CONTRIBUTIONS TOTALES

2 785 462 \$



CORPS LÉGISLATIFS NATIONAUX REPRÉSENTÉS DANS NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité exécutif du Conseil d'administration

(à partir de septembre 2018; 15^e Assemblée plénière de ParlAmericas) :

Robert Nault, Président
Député, Canada

Elizabeth Cabezas, vice-présidente
Présidente de l'Assemblée Nationale, Équateur

Karina Banfi, 2^e vice-présidente et présidente du Réseau parlementaire
pour l'égalité des genres. Députée, Argentine

Blanca Ovelar, 2^e vice-présidente et présidente du Réseau pour un
parlement ouvert. Sénatrice, Paraguay

Javier Ortega, 2^e vice-président et président du Réseau parlementaire
sur le changement climatique. Député, Panama

ParlAmericas est une organisation dirigée par des parlementaires pour des parlementaires. Son Conseil d'administration est composé de 23 législateurs et législatrices élus par leurs pairs, qui représentent 18 pays d'Amérique du Nord, centrale, du Sud et des Caraïbes. En outre, le Conseil d'administration inclut des membres d'office du Secrétariat international de ParlAmericas et du Secrétariat général de l'Organisation des États Américains. Chaque réseau est gouverné par un Comité exécutif élu, composé d'un président(e) et des Vice-président(e)s sous-régionaux représentant l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, et les Caraïbes.

Plus d'informations sur notre Conseil d'administration et nos comités exécutifs sont disponibles sur notre site Web : <http://parlamericas.org/fr/about/board-of-directors.aspx>



PARTENAIRES

Outre les parlements membres, ParlAmericas s'associe régulièrement à des organisations de la société civile et multilatérales en vue de maximiser les résultats par le biais d'efforts de programmation complémentaires. Nous sommes reconnaissants pour leur contribution en matière d'expertise et de ressources dans nos projets au cours de l'année écoulée et sommes impatients de nous appuyer sur ces collaborations pour promouvoir le renforcement de la démocratie, la transparence parlementaire, l'égalité des genres et le développement durable dans les Amériques et les Caraïbes.

ParlAmericas a signé des mémoires d'accord avec le *Forum national des femmes dans les partis politiques (Foro Nacional de Mujeres de Partidos Políticos – FONAMUPP en espagnol)* et *l'Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL en anglais)* en prévision du lancement d'un nouveau projet de trois ans pour appuyer le leadership politique des femmes en Amérique latine et les Caraïbes.



En 2018 ParlAmericas, en tant que membre fondateur, a soutenu la création de deux mécanismes importants de coordination et collaboration stratégique



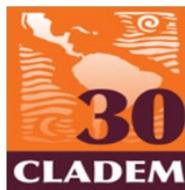
Le **Task Force interaméricain sur le renforcement du pouvoir des femmes et leur leadership** a été annoncé lors du 8^e Sommet des Amériques (Pérou, avril 2018). Ayant l'objectif

de contribuer au progrès régional pour l'atteinte de l'ODD 5 (égalité des genres), le Task Force est un mécanisme de coordination qui renforce les engagements et les stratégies pour promouvoir l'autonomisation et le leadership des femmes. Il est composé d'institutions interaméricaines et internationales clés, qui travaillent dans différents secteurs et à plusieurs niveaux.

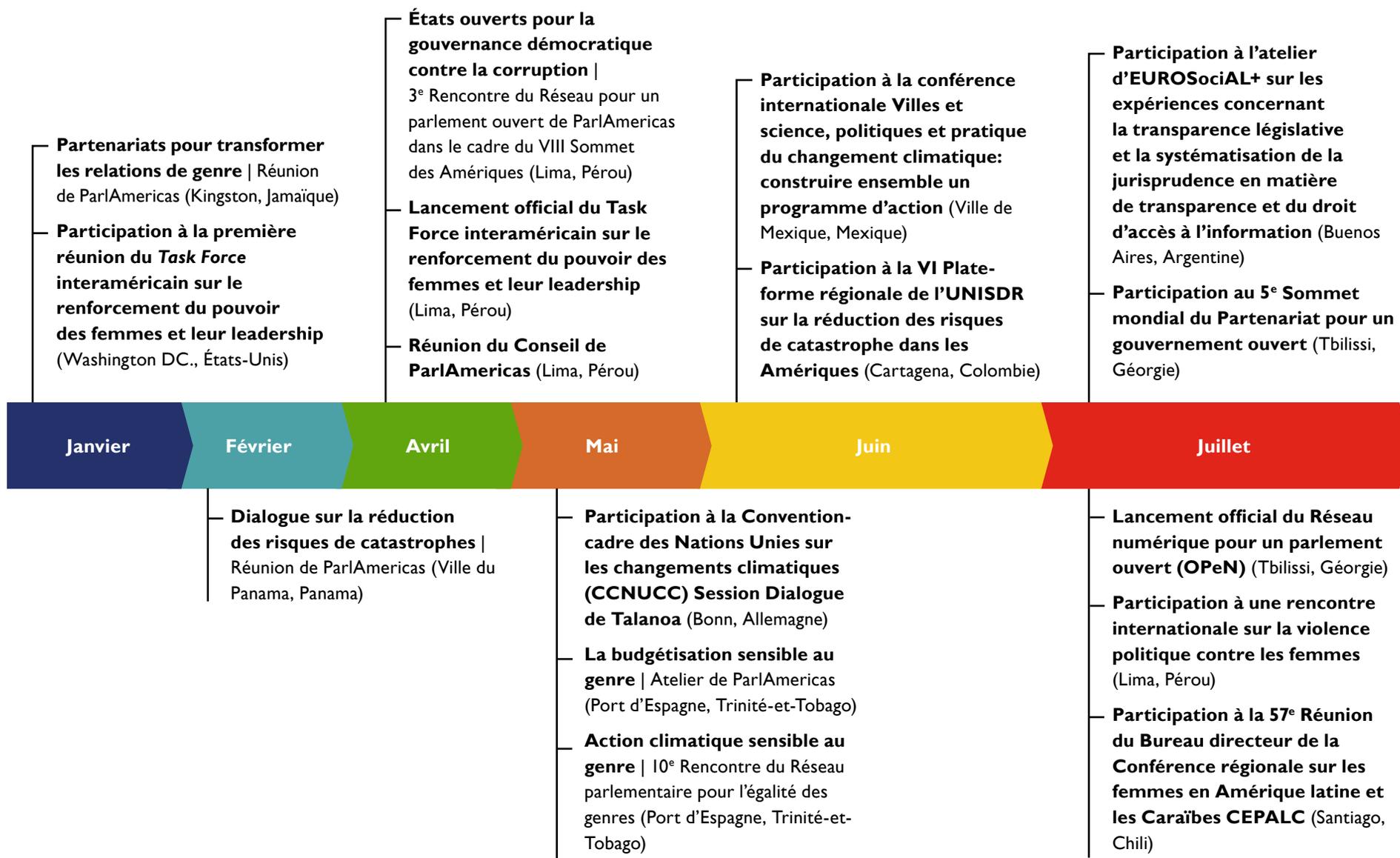


Le **Réseau numérique pour un parlement ouvert (OPeN)** a été lancé lors du 5^e Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) (Géorgie, juillet 2018). Ayant l'objectif de contribuer au

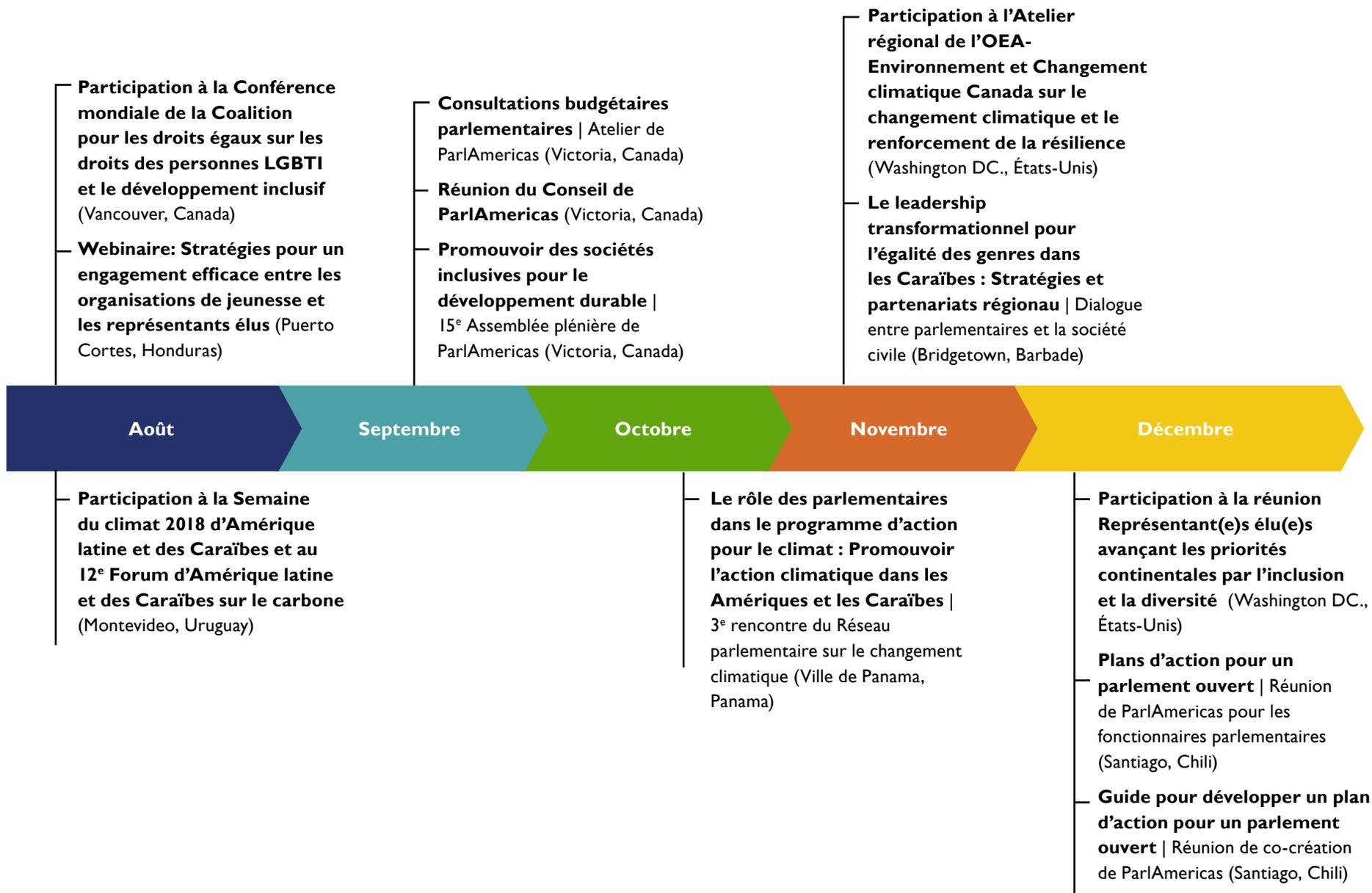
progrès mondial pour l'atteinte de l'ODD 16 (institutions fortes), OPeN offre une tribune aux parlementaires qui défendent l'ouverture législative en servant comme membre du Conseil de leadership parlementaire du réseau. Ces efforts se fondent sur les accomplissements du Groupe de travail pour l'ouverture législative du PGO, en rassemblant des organisations internationales qui sont engagées à promouvoir l'ouverture législative.



2018 EN UN COUP D'ŒIL



Pour consulter les rapports d'activités individuels détaillés ainsi que nos publications, veuillez visiter le site Web de [ParlAmericas](#).



OUTILS INTÉRACTIFS

ParlAmericas a un certain nombre de nouveaux outils en ligne améliorés permettant aux parlementaires d'accéder à des informations et des ressources spécialisées.

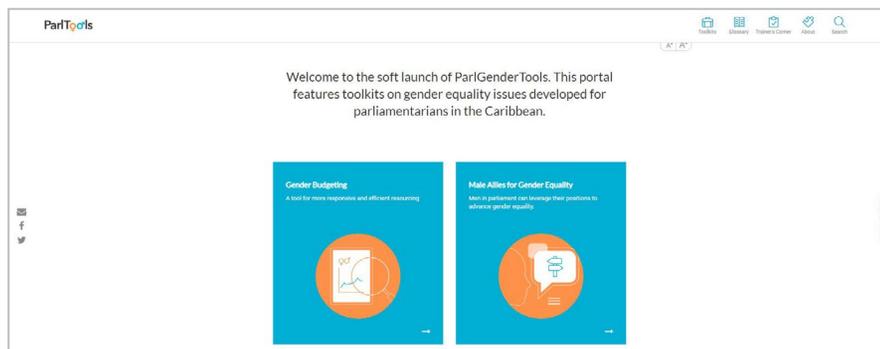
ParlGenderTools

ParlGenderTools est un espace interactif en ligne d'apprentissage autoguidé contenant des kits d'outils sur les questions d'égalité des genres, conçus pour les parlementaires des Caraïbes anglophones. Chaque kit d'outils comprend des vidéos, des données et des ressources spécialisées, ainsi que des liens avec des cadres réglementaires régionaux et internationaux, afin d'aider les parlementaires à défendre et à agir au niveau législatif sur les questions principales de développement et de genre. Ce portail permet également aux parlementaires de partager les pratiques efficaces appliquées dans leur parlement et liées aux thèmes des kits d'outils, facilitant ainsi l'échange de connaissances dans la région. Les kits d'outils actuels sont axés sur la budgétisation sensible au genre et les alliés masculins pour l'égalité des genres. Des kits supplémentaires seront ajoutés au fil du temps pour répondre aux problématiques prioritaires identifiées par les parlementaires. Ce portail est une collaboration avec le Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes. www.parlgendertools.org

Podcasts ParlAmericas

Retrouvez ParlAmericas sur [iTunes](#) et [Google Play](#) pour écouter les présentations et panels de nos rencontres précédemment menées dans l'hémisphère. Nos podcasts sont également disponibles sur le site web de ParlAmericas www.parlAmericas.org/fr/resources/podcasts.aspx

Nos épisodes de podcast présentent des exposés d'expert(e)s de renommée mondiale et de personnalités politiques, y compris l'ancienne présidente **Michelle Bachelet** (Chili) et la première ministre **Mia Mottley** (Barbade), sur des questions hémisphériques essentielles telles que l'égalité des genres, le changement climatique, les migrations, l'inclusion, la transparence et la responsabilité.



Portail sur le parlement ouvert

Le **Portail sur le parlement ouvert** est une plateforme en ligne conçue pour les parlementaires, les membres de personnel parlementaire et les spécialistes parlementaires d'Amérique et des Caraïbes. Il propose des informations sur l'ouverture législative et un espace pour échanger des connaissances et des expériences dans l'hémisphère par des vidéos, des infographies, des présentations et des ressources externes. Ce portail inclura plusieurs kits d'outils élaborés par ParlAmericas pour appuyer la mise en œuvre des principes du parlement ouvert, suivant les piliers de la Feuille de route pour l'ouverture législative de ParlAmericas : transparence et accès à l'information publique, responsabilité, éthique et participation citoyenne. Ce dernier est le premier kit actuellement disponible en ligne. Il fournit des ressources utiles pour toute personne en recherche d'inspiration ou d'orientation pour élaborer et mettre en place un Plan d'action pour un parlement ouvert ou des initiatives d'ouverture spécifiques. Les utilisateurs peuvent également y partager des pratiques et mécanismes d'ouverture actuellement appliqués dans la région, ainsi que consulter un glossaire définissant des concepts importants. Le Portail sur le parlement ouvert est actuellement disponible en anglais, en espagnol et en français, et sera lancé en portugais en 2019. www.parltools.org/fr/



Outil d'engagements parlementaires

L'**Outil d'engagements parlementaires** est un espace en ligne permettant aux utilisateurs de visualiser, comparer, télécharger et suivre la progression des parlements dans leurs engagements pour un parlement ouvert. Il présente les engagements pris par les délégations parlementaires aux rencontres annuelles du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, ainsi que ceux inclus dans les Plans d'action pour un parlement ouvert et les engagements législatifs des Plans d'action pour un gouvernement ouvert, présentés au Partenariat pour un gouvernement ouvert. Ces engagements peuvent être explorés par pays et par les piliers du parlement ouvert : transparence et accès à l'information, responsabilité, participation citoyenne et éthique. La progression dans chaque engagement est rapportée par les parlements et affichée grâce à un système de feux de circulation, avec une description des actions achevées et des liens vers des informations supplémentaires. Cet outil montre les efforts importants entrepris par les parlements de notre hémisphère pour renforcer leur institution, et encourage l'adoption de nouveaux engagements à promouvoir l'ouverture et sert comme guide, en fournissant des exemples et des idées de nouvelles initiatives. L'outil d'engagements parlementaires est disponible en espagnol, en anglais, en français et en portugais. www.parlamerica.org/fr/open-parliament/parl-comm-tracker.aspx/

Outil d'engagements parlementaires

Aperçu

Les parlements à travers les Amériques et les Caraïbes s'efforcent d'ouvrir leurs institutions à travers la mise en œuvre d'engagements adoptés à l'intérieur d'un Plan d'action pour un parlement ouvert, un Plan d'action pour un gouvernement ouvert, ou une soumission à ParlAmericas.

Cet outil permet aux utilisateurs de visualiser, comparer, télécharger et suivre le progrès des parlements envers l'atteinte de leurs engagements pour un parlement ouvert, à l'aide d'un modèle de feu de circulation.

Information non disponible Non débuté Débuté mais non atteint En cours ou partiellement atteint Atteint

Méthodologie

Cet outil contient des engagements parlementaires adoptés par les parlements membres à travers une des méthodes suivantes :

- Engagements dans un Plan d'action pour un parlement ouvert adopté par la législature, soit en tant que plan indépendant ou en tant qu'annexe au Plan d'action de l'Alliance pour un gouvernement ouvert de leur pays
- Engagements législatifs adoptés par la législature et inclus dans le Plan d'action de l'Alliance pour un gouvernement ouvert de leur pays
- Engagements présentés par une délégation parlementaire lors d'une rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Le progrès vers l'atteinte de chaque engagement est mesuré par le parlement respectif et rapporté par ParlAmericas. Le texte des engagements a été pris mot pour mot de la documentation officielle du parlement respectif et traduit lorsque nécessaire.

Engagements par pilier

Voir tous les engagements parlementaires par thématique selon le pilier de la Feuille de route vers la transparence parlementaire de ParlAmericas.

Responsabilité Participation citoyenne Éthique et probité Planification stratégique Transparence et accès à l'information publique

Engagements par parlement

Voir tous les engagements parlementaires par pays.

Chili	Plan d'action pour un parlement ouvert 2017-2018 Plan d'action pour un parlement ouvert 2014-2016	Engagements Engagements
Colombie	3e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas 2018-2019 Plan d'action pour un Congrès ouvert et transparent 2017-2018 Plan d'action pour un Congrès ouvert et transparent 2016-2017 Plan de action 3 2018-2019	Engagements Engagements Engagements Engagements
Costa Rica	Plan d'action du Partenariat pour un gouvernement ouvert 2017-2019 Plan d'action pour un parlement ouvert 2016-2017 Plan d'action pour l'ouverture législative 2015-2016	Engagements Engagements Engagements
Guatemala	Plan d'action pour un parlement ouvert 2016-2017	Engagements
Paraguay	Plan d'action pour un parlement ouvert 2016-2018	Engagements
Pérou	3e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas 2018-2019	Engagements
République Dominicaine	3e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas 2018-2019	Engagements
Venezuela	3e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas 2018-2019	Engagements
Equateur	3e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas 2018-2019	Engagements

RESSOURCES ET PUBLICATIONS

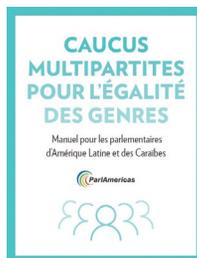
ParlAmericas élabore des ressources spécialisées pour les parlementaires en ligne avec les sujets abordés par chacun de ses réseaux et ses activités. Ces matériaux sont mis à disposition lors de nos réunions et par le biais de notre site web.

GENRE

Promouvoir les candidatures des femmes



Caucus multipartites pour l'égalité des genres



L'intersectionnalité



PARLEMENT OUVERT

Feuille de route pour la transparence parlementaire



Le partenariat pour un gouvernement ouvert:
Un aperçu pour les parlementaires de l'Amérique
et des Caraïbes



Participation citoyenne dans le processus législatif



CHANGEMENT CLIMATIQUE

Précis sur la tarification du carbone



Un compte-rendu comparatif de l'approche fondée
sur les droits de la personne en Amérique



Un compte-rendu comparatif des mesures
législatives et exécutives en Amérique





MESSAGE DE LA VICE-PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS



Chères et chers collègues,

Depuis septembre 2018, j'ai l'honneur d'être la Vice-présidente de ParlAmericas; une responsabilité qui m'a été confiée suite à ma nomination lors de la 15e Assemblée plénière et par

laquelle l'Équateur réitère son engagement actif envers ParlAmericas. J'assume cette responsabilité avec grand enthousiasme, sachant qu'elle me permettra de contribuer à développer des actions encourageant les politiques d'intégration, et au renforcement de la diplomatie parlementaire au sein de tous les parlements du continent américain. C'est pour moi un plaisir de faire partie d'une organisation si appréciée et importante pour la démocratie de notre hémisphère.

En 2018, ParlAmericas a promu d'importantes actions dans des domaines d'intérêt commun à tous nos pays. Nos parlements ont eu l'opportunité de participer activement aux diverses rencontres organisées par le Secrétariat international, avec l'appui des parlements hôtes, concernant une grande variété de sujets de grande importance régionale. Ces rencontres ont facilité l'échange de bonnes pratiques parlementaires et ont promu un dialogue politique coopératif. Elles ont également soutenu des efforts parlementaires pour proposer des actions législatives en matière d'égalité des genres, d'ouverture et de transparence parlementaires et de changement climatique.

Cette année, notre institution a contribué à créer et à renforcer des dynamiques, des principes et des relations entre nos parlements et la société civile. Cela s'est fait tout en reconnaissant que chaque pays est unique et rencontre donc différents défis, qui doivent être abordés avec différentes approches et stratégies.

Je souhaite souligner le travail entrepris en 2018 par les comités exécutifs qui régissent chacun des trois réseaux thématiques de l'organisation. Ces comités sont dirigés par des collègues parlementaires représentant différents pays d'Amérique et des Caraïbes. Lors de la 15e Assemblée plénière, qui a eu lieu à Victoria, au Canada, et qui était dédiée à la promotion de sociétés inclusives pour un développement durable, nous avons eu l'occasion d'entendre un rapport complet des actions menées par ces réseaux. Chacun a entrepris des actions cruciales pour la promotion de bonnes pratiques et a coordonné la production de ressources spécialisées d'une valeur inestimable qui seront extrêmement utiles pour notre travail parlementaire.

Je voudrais également vous faire part de mon engagement à soutenir les efforts collectifs visant à lutter contre la corruption et encourager la participation citoyenne aux processus législatifs, à promouvoir des actions législatives appliquant une perspective de genre et défendant le leadership politique des femmes, et à lutter contre le changement climatique et atteindre un développement durable.

J'espère que les informations et les ressources contenues dans ces pages vous seront très utiles. Je vous remercie pour votre participation soutenue aux nombreuses activités organisées par ParlAmericas et pour votre engagement envers nos objectifs communs. Pour finir, je vous invite à nous rejoindre lors des activités organisées pour la prochaine année, et à continuer à apporter votre point de vue et vos actions.

Cordialement,

L'honorable Elizabeth Cabezas

**Présidente de l'Assemblée Nationale, Équateur
Vice-présidente de ParlAmericas**

.....
 SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @ELIZCABEZAS

15^e ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE :

Promouvoir des sociétés inclusives pour le développement durable

#ParlAmericas2018

THÈME : Promouvoir des sociétés inclusives pour le développement durable

DATE : 10-12 septembre 2018

LIEU : Victoria, Canada

PARTICIPANTS : Plus de 100 parlementaires et représentantes et représentants de la société civile provenant de 26 pays



Cette activité s'aligne avec les ODD 1, 5, 8, 10, 16 et 17

La 15^e Assemblée plénière de ParlAmericas, accueillie par le Parlement du Canada, a réuni des parlementaires et des représentantes et représentants de la société civile pour discuter des bonnes pratiques et initiatives pouvant être appliquées pour promouvoir des conditions politiques, sociales et économiques inclusives pour le développement durable, mettant l'accent sur la promotion de marchés du travail accessibles et équitables, l'autonomisation des peuples autochtones, en particulier des femmes, et l'intégration sociale des communautés de migrants et de réfugié(e)s.

L'Assemblée plénière a été inaugurée avec un discours de l'hon. **George J. Furey** (Canada), président du Sénat, l'hon. **Geoff Regan** (Canada), président de la Chambre des communes et l'hon. **Robert Nault**, (Canada), Président nouvellement élu de ParlAmericas. **Tarcila Rivera Zea**, directrice générale du Centre des cultures indigènes du Pérou, et fondatrice du Réseau continental des femmes autochtones des Amériques et du Forum international de femmes autochtones, a présenté l'allocution d'ouverture.

En tant qu'Assemblée générale annuelle de ses membres, l'Assemblée plénière a inclus une session dédiée aux affaires statutaires. L'hon. **Robert Nault** (Canada), Président nouvellement élu de ParlAmericas, a présidé la session et a fourni un aperçu de la gouvernance des décisions qui ont été adoptées par le Conseil d'administration de ParlAmericas.

À l'occasion de cet événement, les délégations parlementaires ont reçu une mise à jour sur les réussites qui ont été achevées sous chaque enjeu de travail de ParlAmericas. Des représentants de chaque réseau thématique ont souligné des réunions et sessions de travail clés, ainsi que des ressources de connaissances et des espaces communautaires en ligne qui ont été développées l'année dernière pour aider les parlementaires et à renforcer les bonnes pratiques dans l'hémisphère.

La session plénière d'ouverture a été suivie d'une série de sessions de travail où les délégués et déléguées ont entendu des panellistes experts et discuté des stratégies et du rôle des parlements dans l'adoption des lois et la promotion des pratiques visant à faire avancer l'inclusion économique et les marchés du travail accessibles et équitables;





l'inclusion politique et le renforcement du leadership des femmes autochtones; l'inclusion sociale considérant les études de cas sur la migration, le déplacement forcé et l'intégration. Cela, a abouti à l'adoption d'une déclaration de la réunion lors d'une session plénière finale, suivie par des remarques finales faites par les nouvellement élus président et vice-président de ParlAmericas, l'hon. **Robert Nault** et l'hon. **Elizabeth Cabezas**.

Un [rapport détaillé à propos cette réunion](#) est accessible sur le site web de ParlAmericas.

« Les femmes autochtones dans nos sociétés ont deux couches d'exploitation : d'abord, l'oppression nationale du fait d'être une nation au sein d'une nation et de connaître la discrimination; puis anthropologiquement, au sein de la culture, la domination de l'homme. C'est une expérience similaire à celle des Africains dans une société où le racisme était une caractéristique dominante de la superstructure idéologique qui existait à l'époque... Il est possible de tirer profit du lien entre les personnes de descendance africaine au Nicaragua et les peuples des Caraïbes anglophones pour échanger des expériences et apprendre les uns et d'autres. »



Président du Sénat
L'hon. **Chester Humphrey**
(Grenada)



« Indépendamment du fait que l'on parvienne à garantir une représentation directe des peuples et des femmes autochtones dans les parlements nationaux, toutes et tous les parlementaires (autochtones et non autochtones), du fait d'être élus pour représenter le peuple, ont le devoir de promouvoir et de protéger les droits de toute la population nationale, y compris des peuples autochtones. »

Directrice générale du Centre des cultures indigènes du Pérou
Tarcila Rivera Zea



FAITS SAILLANTS DE LA DÉCLARATION

Pour conclure cette Assemblée plénière, la membre de l'Assemblée nationale **Gladys Mercedes López Bejerano** (Cuba), membre du Conseil de ParIAmericas, a lu la déclaration subséquentement adoptée par les délégations de chaque parlement représenté. Cette déclaration reconnaissait que les sociétés inclusives sont celles où tous les individus peuvent jouir des droits de la personne et participer pleinement à la vie sociale, culturelle et politique, et où les autorités, institutions et normes publiques favorisent la diversité, le pluralisme, l'acceptation, la non-discrimination, la non-violence, l'égalité des chances, la dignité, la solidarité et la sécurité. La déclaration comprenait les engagements suivants :

- Adopter des lois, des cadres réglementaires et des pratiques favorisant les conditions nécessaires pour une inclusion politique, sociale et économique efficace de tous les membres de nos sociétés, y compris les femmes, les peuples autochtones, les jeunes, les migrants, les populations déplacées de force et autres groupes sous-représentés ou marginalisés.
- Favoriser la démocratie et un environnement politique qui reconnaît et promeut la diversité, le pluralisme, la solidarité et l'égalité des chances pour tous, et qui accueille la contribution de migrants et de populations déplacées de force à l'économie et à la culture des pays d'accueil.
- Coopérer avec nos gouvernements, des organisations internationales et de la société civile, ainsi qu'avec d'autres parlements, pour élaborer des pratiques efficaces et des réponses régionales coordonnées, à travers des lois et des politiques publiques visant l'intégration et l'inclusion sociale des réfugiés et des migrants, tenant compte des expériences, des besoins et des forces spécifiques des migrants et des réfugiés, et les aborder avec une prise de décision empathique et fondée sur des preuves.

SESSION DE FORMATION : CONSULTATIONS BUDGÉTAIRES PARLEMENTAIRES

Deux sessions de formation, l'une en anglais/ français et l'autre en espagnol, ont été animées simultanément par Dre **Helaina Gaspard**, directrice gouvernance et institutions, Institut des finances publiques et de la démocratie (IFPD) à l'Université d'Ottawa (présentation) et **Juan Pablo Guerrero**, directeur réseau de l'Initiative mondiale pour la transparence fiscale (GIFT) (présentation en espagnol), en marge de la 15^e Assemblée plénière. Ces sessions de formation ont donné aux participants un aperçu du rôle du parlement dans le cycle budgétaire national et de tous les acteurs impliqués dans ce processus, ainsi que de bonnes pratiques pour mobiliser le public.

Les sessions comprenaient des présentations sur les pratiques actuelles du Parlement du Canada, le Parlement de Trinité-et-Tobago, l'Assemblée législative de Colombie-Britannique, l'Assemblée nationale de l'Équateur et le Congrès du Pérou; et ont profité d'une discussion active et l'échange d'expériences des délégués participants.



« Les parlementaires, par leurs rôles uniques, peuvent contribuer au progrès et à la durabilité des initiatives de gouvernement ouvert dans leurs pays respectifs et promouvoir ces mêmes principes [d'ouverture] dans leur propre parlement par des actions et des initiatives renforçant l'engagement de la société civile et la participation citoyenne [dans le travail législatif], comme nous l'avons encouragé par le biais du réseau Parlement ouvert. »



Député
Randy Boissonnault (Canada)

MARCELA GUERRA PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS 2014-2018

La session plénière d'ouverture inclut un hommage à la sénatrice **Marcela Guerra** (Mexique), présidente sortante de ParlAmericas. Au cours de ces deux jours et lors des différents discours, les délégués et déléguées ont réfléchi sur le leadership de Mme Guerra qui a contribué à la croissance accélérée des activités de l'organisation dans les quatre dernières années, et sur comment cela a entraîné à faire de ParlAmericas un interlocuteur clé au sein du système interaméricain et à faire avancer des efforts continentaux pour lutter contre le changement climatique, le renforcement de l'égalité des genres, et la promotion de la transparence, la responsabilité et l'éthique dans la sphère législative. « Cela a été un honneur pour moi de présider ParlAmericas ces dernières années et je présage qu'elle continuera de récolter de nombreux succès. Je vous encourage à poursuivre votre travail sur tous les fronts pour continuer à renforcer les institutions démocratiques et contribuer à la prospérité de nos peuples, » a-t-elle déclaré.



« L'aspect le plus important de la proposition de budget général de l'État est la participation citoyenne. Tout le budget de l'État équatorien est basé sur la participation citoyenne qui se déroule dans la première phase et continue à l'Assemblée nationale. Elle n'existe pas seulement dans l'élaboration de politiques publiques, mais elle s'étend également dans tout le cycle pour garantir la contribution des différentes communautés, organisations sociales et peuples pouvant soumettre ces informations. »

Membre de l'Assemblée nationale
Karina Arteaga (Équateur)





MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES DE PARLAMERICAS



Chères et chers collègues,

L'autonomisation des femmes est à l'ordre du jour et est entendue de manières nouvelles et critiques dans notre région et le monde entier. L'énergie et la détermination

de ces exigences ne montrent aucun signe de fléchissement. Je suis fière que le Réseau parlementaire pour l'égalité des genres (RPEG) de ParLAmericas ait également renforcé sa portée et son impact afin de soutenir le leadership des femmes et des politiques parlementaires sensibles au genre en réponse à et dans le cadre de cet effort mondial.

Pour le RPEG, l'année 2018 a été une année de partenariats et de création d'alliances vers le but commun de lever toutes les barrières à l'égalité sociale, politique et économique des femmes. Les parlements de la Jamaïque et de la Barbade ont tous deux accueilli des sessions réunissant des parlementaires et d'autres acteurs pour mettre l'accent sur l'importance de ces liens. Le RPEG a également participé à un certain nombre de réunions organisées par des organisations partenaires au Canada, au Chili, au Pérou et en Uruguay.

En tant que membre fondateur du Task Force interaméricain sur le renforcement du pouvoir des femmes et leur leadership, ParLAmericas a participé au lancement de ce mécanisme important de coordination de haut niveau en marge du Sommet des Amériques au Pérou. Ce groupe de travail aidera à accélérer la progression régionale vers l'Objectif de développement durable 5 pour atteindre l'égalité des genres et autonomiser toutes les femmes et toutes les filles.

L'intégration de l'égalité des genres était un autre axe du travail du RPEG cette année. Notre 10^e rencontre régionale, accueillie par le Parlement de Trinité-et-Tobago et intitulée Une action climatique sensible au genre, a promu des solutions efficaces et équitables à de sérieuses menaces liées aux catastrophes et au changement climatiques. Nos discussions ont souligné que les femmes et

les communautés marginalisées doivent participer activement à la prise de décision en matière d'atténuation et d'adaptation afin de remplir les besoins différenciés de celles et ceux qui sont le plus touchés par le changement climatique.

Les sessions de formation qui ont eu lieu en marge de cette rencontre ont également démontré le besoin d'intégrer une perspective de genre dans l'affectation des ressources. La budgétisation sensible au genre peut être un outil puissant pour comprendre si les fonds bénéficient à différents segments des populations de nos pays et comment, et peut créer des changements transformateurs dans les systèmes et les processus que nous employons dans le cadre de nos responsabilités législatives.

2019 sera une année notable pour le RPEG, car nous nous appuyons sur ces efforts et démarrons de nouvelles initiatives, dont un projet de trois ans pour renforcer la capacité des organisations multipartites de femmes qui promeuvent des conditions favorables au leadership politique des femmes. Cela s'appuie sur notre engagement à travailler en lien étroit avec la société civile.

Je souhaite remercier tous les membres du Comité exécutif du RPEG pour leur leadership tout au long de cette année, qui continue d'assurer la réussite de notre réseau.

Nous nous réjouissons de poursuivre nos collaborations en cours avec les parlements membres, avec lesquels nous proposons collectivement des initiatives pour l'égalité des genres améliorant la vie de toutes les citoyennes et de tous les citoyens d'Amérique et des Caraïbes.

Cordialement,

Karina Banfi

Membre de la Chambre des députés, Argentine
Présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres

 SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @KBANFI

RÉUNION INTERPARLEMENTAIRE :

Partenariats pour transformer les relations de genre

#ParlAmericasGEN

DATE : 24-25 janvier 2018

LIEU : Kingston, Jamaïque

PARTICIPANTS : Plus de 60 parlementaires, membres du personnel parlementaire et du gouvernement, et représentantes et représentants d'agences internationales et d'organisations de la société civile provenant de 10 pays.



Cette activité s'aligne avec les ODD 5 et 16

Cette activité organisée par le [Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas](#) a été accueillie par le **Parlement de Jamaïque** en collaboration avec le Bureau des affaires de genre. Elle a convoqué des parlementaires des Caraïbes anglophones et du Canada, des activistes et praticiens de la société civile, des chercheurs, du personnel parlementaire, et des représentantes et représentants du gouvernement afin d'examiner la façon dont les collaborations multisectorielles peuvent favoriser un changement culturel et juridique positif. La directrice générale de ParlAmericas, **Alisha Todd**, a animé les dialogues et les sessions de travail de cette réunion en mobilisant l'expertise des différentes parties prenantes afin de souligner les bonnes pratiques et les stratégies pour bâtir des alliances faisant avancer l'agenda pour l'égalité des genres.

La rencontre a commencé par le discours de bienvenue de la sénatrice la Dre **Saphire Longmore** (Jamaïque), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas; et de **Denzil Thorpe**, Secrétaire permanent au Ministère de la Culture, du Genre, du Divertissement et du Sport (Jamaïque). Le discours principal a été prononcé par **Sheila Roseau**, directrice adjointe du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP).

La séance d'ouverture a été suivie d'une série de séances de travail au cours desquelles les délégués et déléguées ont entendu des panellistes experts, des représentants et représentantes de la société civile et des parlementaires. Différentes approches pour traiter les inégalités de genre ont été présentées et discutées.

La session I, « Approches globales pour lutter contre l'inégalité de genre », a parlé de l'idée de « metricizing » le genre pour les actions et interventions gouvernementales aux Caraïbes, et a souligné certaines des complexités en développant des cadres de travail autour du genre, et des plans possibles pour orienter l'élaboration des politiques à travers des coalitions. Lors de la discussion suivant cette présentation, les participants ont été invités à réfléchir au rôle que les parlements peuvent jouer dans la promotion de politiques et de plans pour l'égalité des genres, et en garantissant des consultations et un suivi de résultat inclusifs. La participation aux comités mixtes spéciaux et le travail en dehors des lignes de parti ont été identifiés comme des mécanismes puissants pour faire avancer ses efforts.

« Je vous encourage à surfer sur la vague d'énergie qui fait suite aux discussions sur l'inégalité dans ses formes les plus manifestes et répandues. Travaillons ensemble pour retirer les œillères qui maintiennent toutes les autres formes d'inégalité de genre à l'ombre du public. Cela, ne doit pas simplement signifier « nommer et humilier », mais construire des réseaux d'alliés, l'émergence d'espaces collaboratifs d'apprentissage et de partage, et le déploiement d'efforts pour rendre notre société plus juste, harmonieuse et équitable, où chacun peut participer et vivre libre et en paix. »

Sheila Roseau, directrice adjointe du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP)



« Cette rencontre place délibérément la culture et les normes sociales au centre des conversations sur la lutte contre les inégalités de genre à travers nos fonctions législatives. Le Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas est un important forum de partage de connaissances dans ces domaines »



Sénatrice
Dr. Saphire Longmore (Jamaïque)

La session 2, « Stratégies efficaces pour mobiliser les hommes », a souligné l'importance d'engager des hommes comme alliés pour lutter contre les inégalités entre les genres. Cette session a révélé toute une série de défis et d'opportunités pour redéfinir les masculinités, les rapports de force et

les rôles de genre traditionnels qui maintiennent le patriarcat. Les présentations des experts ont suscité des conversations franches et de nouvelles façons de penser par rapport aux normes des relations et des privilèges de genre. Les participant(e)s ont apporté des points de vue sur des points de départ efficaces

pour inspirer la mobilisation des hommes, comme les équipes sportives, les espaces publics où les hommes se rassemblent et des rencontres réservées aux hommes menées par des spécialistes de l'égalité des genres.

La session 3, « Les médias et les agents culturels » a exploré des exemples d'utilisation des projets créatifs et des campagnes menées par les organisations de la société civile pour sensibiliser le public sur les causes des inégalités entre les genres et les réformes juridiques spécifiques.

La deuxième journée a commencé avec un aperçu des mesures juridiques pour lutter contre le harcèlement sexuel en donnant des exemples de clauses pouvant renforcer la protection des victimes, comme le



signalement par un tiers et les recours collectifs; et a fait ressortir l'importance de « l'intersectionnalité », qui mène à penser aux façons dont la discrimination fondée sur la race et la classe sociale peuvent entraîner un chevauchement des vulnérabilités sociales pour certaines et certains. Ceci a été suivi d'une session sur des réformes législatives pour le milieu de travail, avec des exemples d'étude de cas partagés de la Jamaïque, Canada et un programme régional des Caraïbes appelé IMPACT. Les participantes et participants ont discuté des réponses juridiques appropriées et de la manière dont divers intervenant(e)s peuvent se réunir pour réaliser les changements nécessaires.

La réunion s'est terminée par une dernière séance, « Mobiliser des partenariats : construire une campagne pour l'égalité des genres » utilisant un exercice de

« World Café » dans lequel les participantes et participants ont lancé et échangé des idées sur les considérations les plus importantes pour développer une campagne efficace pour la Journée internationale des femmes, notamment :

- 1) les normes de genre sous-jacentes qui devraient être remises en question;
- 2) les partenaires stratégiques à mobiliser;
- 3) les liens avec le parlement national et l'agenda législatif;
- 4) des approches de diffusion publique pour différents publics cibles; et
- 5) promouvoir des impacts durables et transformateurs.

Un [rapport détaillé à propos cette réunion](#) est accessible sur le site web de ParlAmericas.

« La législation n'est pas la seule à faire une différence : les signaux du Premier ministre et la reconnaissance d'une erreur et l'engagement à la réparer sont également puissants. Mais la législation a un rôle particulier, car elle ancre certains de ces concepts dans notre structure juridique. »



Députée
Joyce Murray (Canada)

À PROPOS DU RPEG

Le [Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas \(RPEG\)](#) promeut le leadership politique des femmes et la transversalisation du genre dans les agendas et les opérations des législatures nationales d'Amérique et des Caraïbes.

Depuis sa création en 2003, ce Réseau (auparavant nommé Groupe des femmes parlementaires) a mené des activités et initiatives réunissant des parlementaires de tout l'hémisphère et leur permettant d'échanger des connaissances et de bonnes pratiques en faveur des droits des femmes et de l'égalité des genres. Lors de ses rencontres interparlementaires, le Réseau traite des questions d'importance commune, comme l'autonomisation économique des femmes, l'élimination de la violence politique sexiste, des réformes électorales promouvant la candidature de femmes, et des caucus parlementaires pour l'égalité des genres, entre autres. Les résultats de ces activités informent également la création de ressources spécialisées et de communautés en ligne pour les parlementaires.

Le Réseau pour l'égalité des genres s'engage à créer des espaces de travail divers et inclusifs, à encourager la participation d'alliés masculins, et à collaborer avec des organisations et mouvements de femmes pour atteindre des objectifs communs.

Il est dirigé par un Comité exécutif élu, composé du président (qui est également le 2^e vice-président du Conseil d'administration de ParlAmericas) et vice-présidents sous-régionaux représentant l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, ainsi que les Caraïbes.

Pour plus d'informations sur le RPEG, veuillez visiter la section de l'égalité des genres du site web ParlAmericas ou contacter le programme d'égalité des genres de ParlAmericas au parlamericasgen@parlamericas.org

10^e RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES DE PARLAMERICAS

#ParlAmericasGEN

THÈME : Action climatique sensible au genre

LIEU : Port-d'Espagne, Trinité-et-Tobago

DATE : 22-24 mai 2018

PARTICIPANTS : Plus de 130 parlementaires, membres du personnel de gouvernement et parlementaire, et représentantes et représentants de la société civile et d'organisations internationales provenant de 26 pays



Cette activité s'aligne avec les ODD 3, 5 et 13

La 10^e Rencontre annuelle du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas (RPEG) a été accueillie par le **Parlement de la République de Trinité-et-Tobago**. Cette rencontre de trois

jours a rassemblé des parlementaires de toute l'Amérique et de la région des Caraïbes, ainsi que des activistes de la société civile et des spécialistes du domaine afin d'examiner les impacts différentiels du changement climatique et des catastrophes naturelles à partir des inégalités socioéconomiques et d'autres facteurs démographiques. Cette rencontre a permis de s'appuyer sur le travail interconnecté de deux programmes de ParlAmericas (l'égalité des genres et le changement climatique) et d'appliquer les apprentissages d'activités récentes sur la réduction des risques de catastrophe, les mouvements sociaux et l'analyse sensible au genre intersectoriel.

La rencontre a commencé avec les discours de bienvenue de l'hôtesse, l'hon. **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), de l'hon. **Ayanna Webster-Roy**, ministre d'État au Bureau du Premier ministre responsable des affaires de genre et concernant les enfants (Trinité-et-Tobago), et

de l'hon. **Camille Robinson-Regis**, ministre de la Planification et du Développement (Trinité-et-Tobago); la membre de la chambre des députés **Karina Banfi** (Argentine), présidente du RPEG, et l'hon. Robert Nault, député (Canada) et vice-président de ParlAmericas (2016-2018). **Bridget Burns**, codirectrice de l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO), a présenté l'intervention d'ouverture.

La cérémonie d'inauguration a été suivie pour une série de sessions de travail visant à examiner les impacts différentiels du changement climatique et des catastrophes naturelles à partir des inégalités socioéconomiques et d'autres facteurs démographiques. Les présentations et les dialogues ont témoigné du rôle transformateur que l'analyse et la budgétisation sensibles au genre peuvent jouer dans cet objectif.



La rencontre a également souligné l'importance de renforcer la participation des femmes dans la prise et l'exécution de décisions, afin d'intégrer pleinement leurs connaissances et leur expertise dans la planification pour un avenir plus résilient. Les parlementaires ont échangé des stratégies et des réflexions sur la progression vers ces objectifs communs grâce à leurs fonctions (en particulier la surveillance de l'exécutif et l'approbation des budgets) et à des partenariats avec différentes parties prenantes.

La deuxième journée a permis aux parlementaires de participer à de plus petits groupes de discussion sur les liens entre le climat, le genre et la santé. Facilité par la directrice générale de ParlAmericas **Alisha Todd**, cette activité a réuni les parlementaires autour de tables rondes, dont chacune a analysé les impacts sociaux directs et indirects de différents phénomènes liés au changement climatique, aux catastrophes ou à d'autres formes de destruction environnementale. Avec des sujets tels que les inondations, les séismes, la hausse du niveau de la mer, les incendies et la pollution des eaux, les parlementaires ont évalué les impacts sanitaires potentiels d'un point de vue du genre intersectionnel. Les parlementaires ont également discuté des réponses législatives, tenant compte de facteurs propres aux contextes (culturel, environnemental, politique ou historique) pour différents pays de la région.

La rencontre s'est terminée avec l'adoption de la déclaration, suivi pour les remarques finales fournies par l'hon. **Robert Nault**, et l'hon. **Bridgid Annisette-George**.

Un [rapport détaillé sur cette réunion](#) est accessible sur le site web ParlAmericas.

FAITS SAILLANTS DE LA DÉCLARATION

La déclaration finale a été présentée et lue par l'hon. **Mobina Jaffer** (Canada), et la discussion et le processus d'approbation ont été modérés par l'hon. **Bridgid Annisette-George**, présidente de la Chambre des représentants (Trinité-et-Tobago). Les engagements pris dans cette déclaration par les délégations parlementaires incluent le suivant :

- Promouvoir la transversalisation du genre dans le travail parlementaire sur l'action climatique, et le développement d'outils et de politiques budgétaires nationales pour considérer les différents impacts des dépenses et des impôts sur les femmes, les hommes et les groupes traditionnellement marginalisés, selon les contextes nationaux.
- Favoriser un environnement politique propice à la mise en œuvre d'accords et de plans d'action internationaux sur le changement climatique avec une perspective de genre, encadré par des politiques nationales et des processus de consultation transparents et inclusifs.
- Encourager nos gouvernements et organes législatifs à mener des évaluations nationales et infranationales sur le niveau de sensibilité au genre en ce qui concerne les risques de santé associés avec le changement climatique afin de renforcer les mesures du secteur public envers les vulnérabilités spécifiques des différents groupes de la population.

« L'engagement et le leadership égaux des hommes et des femmes sont nécessaires pour rendre notre réponse au changement climatique pleinement effective. Il n'y a pas de taille unique. Dans le contexte du changement climatique et du développement durable, la neutralité entre les genres, même si elle existait vraiment, ne sera pas seulement inadaptée, mais est et sera inefficace et entraînera un gaspillage de ressources. Et bien sûr, elle négligera une très grande partie de la population, voire la moitié. En tant que parlementaires, nous avons depuis longtemps reconnu que le genre est un sujet transversal, et il nous incombe donc d'élaborer en conséquence nos politiques d'atténuation et de réduction des risques, de préparation, de réponse et de réhabilitation, ainsi que de résilience et d'adaptation. »



Présidente de la Chambre des représentants
L'hon **Bridgid Annisette-George**
(Trinité-et-Tobago)



Sénatrice
L'hon. **Mobina Jaffer** (Canada)

« Construire des sociétés justes et pacifiques exige que nous combattons la violence sous toutes ses formes, y compris la violence fondée sur le genre. Comprendre comment la violence et les conflits affectent différentes personnes et intégrer différentes perspectives dans l'élaboration de solutions garantira la satisfaction des besoins différenciés de chacun(e). »

« Les présentations et dialogues [sur des thèmes abordés cette année par le Réseau] ont mis en évidence le rôle transformateur que peuvent avoir l'analyse et le budget sensibles au genre. »



Membre de l'Assemblée législative
Cristina Cornejo (Le Salvador)

« Il est impératif qu'au niveau législatif, les nations protègent les droits des femmes et des filles alors que nous nous efforçons d'éradiquer la violence et la discrimination. Au Chili, nous avons mis en place un Comité pour l'égalité des genres au sein de la Chambre des députés, ce qui nous permet de prendre des mesures avec plus d'efficacité. »



Membre de la Chambre des députés
Marcela Sabat (Chili)

SESSION DE FORMATION

Des sessions de formation sur la **budgetétisation sensible au genre** ont été proposées en collaboration avec l'ONU Femmes et ont présenté les concepts principaux et des outils d'analyse pour différentes phases du cycle budgétaire. Elles ont également souligné des opportunités pour promouvoir ou pour s'impliquer dans des initiatives de budgetétisation sensible au genre à travers le travail législatif, par exemple préconiser la disponibilité et l'utilisation de données ventilées dans ce domaine. La session en anglais et en français a été dirigée par **Isiwa Iyahan**, spécialiste du programme Autonomisation économique et statistique du Bureau multi pays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes ; et ouverte par les remarques de l'hon. **Bridgid Annisette-George**, présidente de la Chambre des représentants (Trinité-et-Tobago) et de l'hon. **Mobina Jaffer**, sénatrice (Canada) et vice-présidente du RPEG pour l'Amérique du Nord. Cette session a également bénéficié d'une présentation de l'économiste **Armine Yalnizyan**, qui a expliqué les nombreux avantages sociaux et économiques de la budgetétisation sensible au genre avec des exemples du Canada, où le dernier budget fédéral a fait l'objet d'une analyse sensible au genre intersectoriel (ACS+). La session en espagnol a été dirigée par **Lorena Barba**, analyste pour la planification et la budgetétisation sensible au genre à l'ONU Femmes - Équateur. Elle a débuté avec le discours de bienvenue de la membre de l'Assemblée législative **Cristina Cornejo** (Le Salvador) au nom du Conseil d'administration de ParIAmericas.



DIALOGUE ENTRE PARLEMENTAIRES ET SOCIÉTÉ CIVILE :

Le leadership transformationnel pour l'égalité des genres dans les Caraïbes : stratégies et partenariats régionaux

#ParlAmericasGEN

LIEU : Bridgetown, Barbade

DATE : 19-20 novembre 2018

PARTICIPANTS : Plus de 60 parlementaires, membres du personnel gouvernemental et parlementaire, ainsi que des représentantes et représentants de la société civile et d'organisations internationales de 13 pays au cours de ces deux journées d'activités.



Cette activité s'aligne avec les ODD 5 et 17

Le dialogue parlementaires - société civile sur le leadership transformationnel pour l'égalité des genres dans les Caraïbes a réuni des parlementaires, des ministres, des représentantes et des représentants de structures multilatérales, d'organismes nationaux pour l'égalité des genres, d'organisations de la société civile, et d'autres acteurs importants pour échanger sur les initiatives actuelles dans la région visant à renforcer le leadership des femmes et l'égalité des genres, et pour élaborer des stratégies pour intégrer cette approche dans les efforts nationaux de développement durable. À travers une série de sessions de travail, les déléguées et les délégués ont créé des partenariats plus forts, ont coordonné leurs agendas, et ont participé à ces efforts au niveau régional en contribuant à la stratégie préliminaire régionale de la CARICOM sur l'égalité des genres.

Cette rencontre a débuté avec les discours de bienvenue d'**Alison McLean**, représentante du Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes; de Lady **Anande Trotman-Joseph**, présidente du CIWiL; de l'honorable **Robert Nault**, député canadien et président de ParlAmericas; et de l'honorable **Arthur E. Holder**, président de la Chambre de l'Assemblée de la Barbade et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas. L'intervention principale a été proposée par l'honorable **Mia Mottley**, première ministre de la Barbade.

Dans un dialogue de haut niveau, les participantes et participants ont parlé des stratégies pour la promotion du leadership transformateur en matière de genre pour répondre aux priorités nationales de développement. Son Excellence l'ambassadrice Dame **Billie Miller**, marraine du CIWiL, a présenté des remarques spéciales, et le dialogue qui a suivi a été modéré par Lady **Anande Trotman-Joseph**, présidente du CIWiL.

La deuxième journée a été une session interactive « Réunions et échanges de connaissances avec des acteurs régionaux, » où des organisations partenaires





ont présenté de nouveaux projets et études qu'elles entreprennent pour promouvoir l'autonomisation politique des femmes et l'égalité des genres. Les participantes et participants ont posé des questions et échangé avec les intervenants sur les opportunités de partenariats et de collaboration dans des domaines allant de la promotion du leadership des femmes dans les partis politiques à la sensibilisation sur la cyberintimidation, en passant par les initiatives de sensibilisation des communautés à la lutte contre la discrimination.

Un [rapport détaillé de cette rencontre](#) est accessible sur le site web de ParlAmericas.

« Le Parlement de la Barbade se réjouit de soutenir cette réunion, qui rassemble plusieurs de nos voisins de l'hémisphère. C'est une opportunité pour échanger sur les actions parlementaires qui peuvent aider dans la promotion des droits des femmes et leur leadership politique, pour un avenir basé sur l'égalité et la prospérité pour tous. »



Président de l'Assemblée législative
L'hon **Arthur Holder** (Barbade)



CONSULTATION PARLEMENTAIRE POUR INFORMER LA FUTURE STRATÉGIE RÉGIONALE DE LA CARICOM SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

Lors d'une session de travail, des parlementaires et d'autres acteurs ont échangé sur les thèmes prioritaires à inclure dans une stratégie régionale sur l'égalité des genres en cours d'élaboration par la CARICOM.

À la suite des présentations de **Tonni Brodber** (ONU Femmes) et d'**Ann-Marie Williams** (CARICOM), les participants ont assisté à des discussions afin d'explorer des approches sensibles au genre pour 1) la bonne gouvernance et la participation politique; 2) l'élimination de la violence; 3) l'accès aux services de santé; 4) la protection et l'inclusion sociales; 5) l'autonomisation économique; et 6) la résilience climatique. Ils ont partagé leurs défis principaux, les bonnes pratiques de leur pays, des cadres législatifs intéressants et d'autres actions parlementaires pouvant être menées, et les ressources nécessaires pour mettre en place des solutions efficaces.

Cette session de travail a été modérée par **Lebrechtta Nana Oye Hesse-Bayne** (CIWiL) et **Alisha Todd** (ParlAmericas). Les tables de discussion ont été modérées par des membres du **Conseil d'administration du CIWiL** et des **représentants d'organismes nationaux pour l'égalité des genres** provenant des Caraïbes.



Tonni Brobder, Représentante adjointe
Bureau multiple ONU Femmes - Caraïbes

« Le leadership et les droits des femmes sont essentiels pour le développement durable; pas seulement parce qu'il s'agit d'un droit humain, mais aussi parce que c'est économiquement la meilleure et la plus stratégique chose à faire. »

POINTS D'ACTION

Au cours de cette rencontre, les points d'action suivants ont été mentionnés dans les conversations :

1. Explorer au sein des partis politiques comment mieux recruter et soutenir des femmes candidates.
2. Conseiller les aspirantes politiciennes et encourager leur intérêt pour l'égalité des genres et le respect dans le dialogue politique.
3. Créer des liens avec des organisations de femmes locales et d'autres acteurs de la société civile pour former des partenariats de soutien mutuel.
4. Promouvoir la mise en place au niveau national d'engagements internationaux pour l'égalité des genres, comme la CEDEF, les ODD et la stratégie régionale à venir de la CARICOM sur l'égalité des genres.
5. Appliquer une approche de genre pour examiner et débattre toutes les questions législatives, en reconnaissant que toutes les questions concernent les femmes.





MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT



Chères et chers collègues,

En 2018 le Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas s'est consacré à créer des espaces et des ressources promouvant la mise en œuvre des piliers de notre Feuille de route pour

l'ouverture législative : la transparence, la responsabilité, la participation citoyenne et l'éthique, ainsi qu'à relier ces efforts à ceux d'autres organisations, activités et initiatives dans l'hémisphère et à l'international.

Cette année a débuté avec notre 3^e rencontre annuelle, axée sur la gouvernance démocratique contre la corruption, qui a été la rencontre parlementaire officielle du VIII Sommet des Amériques au Pérou. Elle a réuni plus de 100 parlementaires d'Amérique et des Caraïbes qui ont échangé des expériences et des pratiques liées à l'ouverture parlementaire et à son importance dans l'élaboration de politiques de lutte contre la corruption. Deux ateliers ont été organisés dans le cadre de la 15^e Assemblée plénière de ParlAmericas au Canada, où les délégations ont parlé de la participation du public au processus budgétaire national. L'année s'est achevée avec deux réunions au Chili, lesquelles ont permis des échanges entre les parlementaires, les greffiers et greffières parlementaires et les représentantes et représentants de la société civile, afin de contribuer à un guide pour l'élaboration de plans d'action pour un parlement ouvert qui sera lancé l'an prochain. Notre réseau a également coordonné un panel lors de la 16^e Rencontre du Réseau pour la transparence et l'accès à l'information.

ParlAmericas est devenu membre fondateur du Réseau numérique pour un parlement ouvert (OPeN), un consortium d'organisations internationales engagées à l'avancement de l'ouverture parlementaire au niveau international, qui a été lancé lors du Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert, en Géorgie.

Nous avons publié une trousse d'outils pour la participation citoyenne dans le processus législatif, qui contient des pratiques et des mécanismes que les parlements de la région ont élaborés afin d'impliquer la société civile dans leur travail. Nous avons également lancé notre Portail sur le parlement ouvert, une plateforme en ligne visant à faciliter l'échange de connaissances et d'expériences au sein du continent. Enfin, nous avons développé un outil sur les engagements parlementaires permettant aux utilisateurs de visualiser les engagements pris par les parlements pour ouvrir davantage leur institution.

L'an prochain, nous continuerons à promouvoir et à soutenir l'adoption de plans d'action et d'initiatives pour un parlement ouvert, et d'explorer des opportunités d'appliquer des processus de co-création dans d'autres domaines, en reliant davantage notre agenda aux efforts visant les Objectifs de développement durable, en mettant l'accent sur le changement climatique et l'intégration de l'égalité des genres.

Je suis profondément reconnaissante pour le soutien et la participation des délégations parlementaires à nos activités au fil des ans, et je suis ravie de continuer à travailler avec vous à l'avenir.

Cordialement,

Blanca Ovelar

**Sénatrice, Paraguay
Présidente du Réseau pour un parlement ouvert**

.....
 SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @OVELAR_BLANCA

3^e RENCONTRE DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT

#ParlAmericasOPN

THÈME : États ouverts pour la gouvernance démocratique contre la corruption

LIEU : Lima, Pérou

DATES : 11-12 avril 2018

PARTICIPANTS: Plus de 100 parlementaires et personnel parlementaire provenant de 25 pays



Cette activité s'aligne avec l'ODD 16

ParlAmericas en collaboration avec le **Congrès de la République du Pérou** ont organisé la 3^e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas : États ouverts pour la gouvernance démocratique contre la corruption, une rencontre officielle dans le cadre du **VIII Sommet des Amériques**. Durant cette rencontre, les parlementaires et des spécialistes ont échangé des pratiques et des idées sur la façon de lutter contre la corruption, en tenant compte des principes de parlement ouvert. Ils ont également reconnu l'importance d'aborder cette problématique de manière transversale en impliquant toutes les branches et institutions publiques, ainsi que la société civile.

L'inauguration a débuté avec le discours de bienvenue de l'hon. **Robert Nault** (Canada), vice-président de ParlAmericas (2016-2018), de la Membre de l'Assemblée législative **Karla Prendas** (Costa Rica), vice-présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour l'Amérique centrale, et du membre du congrès **Luis Galarreta** (Pérou), président du Congrès de la République et hôte de cette rencontre. La conférence magistrale a été offerte par **Martin Kreutner**, doyen et secrétaire exécutive de l'Académie internationale de lutte contre la corruption.

La cérémonie d'ouverture a été suivie par une série de sessions de travail qui ont examiné si la corruption s'aggrave ou si des mesures de transparence ont augmenté sa visibilité, et comment la promotion de l'éthique et de probité – par le biais de l'application des normes éthiques règlement sur les conflits d'intérêts et pratiques sensibles aux genres dans la fonction publique jouent un rôle crucial dans le renforcement de l'intégrité du Parlement.

Tout au long des discussions, les participantes et participants ont reconnu les difficultés afin d'identifier les obstacles dans la lutte contre la corruption; ont examiné le rôle des femmes dans l'agenda contre la corruption ainsi que les mécanismes multipartites et impartiaux comme le caucus des genres; et ont

discuté sur les façons dont les parlements peuvent contribuer à la promotion des institutions plus ouvertes et transparentes et en particulier plus de parlements ouverts.

Lors de la deuxième journée, les participantes et participants ont entendu des exemples des parlements de Colombie et du Paraguay sur les processus de co-création, utilisés dans la formation de leurs plans d'action pour un parlement ouvert – qui a conduit à une session de travail en table ronde où les déléguées et délégués ont travaillé en petits groupes pour examiner, discuter et informer l'ébauche des *lignes directrices pour le développement des plans d'action pour un parlement ouvert*.

Lors de la session finale, des parlementaires du Canada, Chili, Colombie, Cuba, Honduras, Pérou et Suriname ont offert leurs observations sur de nouveaux outils d'ouverture législative et des mécanismes que leurs parlements ont développés afin de promouvoir la modernisation et l'agenda d'ouverture.

La rencontre a conclu avec l'adoption de la déclaration, suivie d'observations finales de l'hon. **Robert Nault** (Canada), vice-président de ParlAmericas (2016-2018) et l'hon. **Luis Galarreta** (Pérou), président du Congrès de la République (2017-2018).

Un [rapport détaillé à propos cette réunion](#) est accessible sur le site web de ParlAmericas



À PROPOS DU RPO

Le Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas (RPO) promeut l'ouverture législative à travers des efforts visant à améliorer la transparence et l'accès à l'information publique, à renforcer la responsabilité des institutions démocratiques, à favoriser la participation citoyenne dans le processus décisionnel législatif, et à assurer une culture de comportement éthique et de probité au sein des législatures nationales d'Amérique et des Caraïbes.

Depuis son intégration à ParlAmericas en 2015, le Réseau (auparavant nommé Réseau parlementaire interaméricain pour la transparence, l'accès à l'information publique et la probité), offre des ateliers, facilite les échanges entre pairs et élabore des outils pour les parlementaires; cela dans le but de lutter contre la corruption et de renforcer la confiance du public ainsi que nos institutions démocratiques, afin de bâtir des sociétés inclusives et pacifiques donnant à tous accès à la justice et à de fortes d'institutions responsables et inclusives à tous les niveaux, selon l'Objectif de développement durable 16. Les résultats de ces activités informent également la création de ressources spécialisées et de communautés en ligne pour les parlementaires.

Il est dirigé par un Comité exécutif élu, composé du président ou de la présidente (qui est également le 2^e vice-président ou la 2^e vice-présidente du Conseil d'administration de ParlAmericas) et de vice-présidents ou vice-présidentes représentant une sous-région, dont l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, ainsi que les Caraïbes.

Pour plus d'informations sur le RPO, veuillez visiter la section du parlement ouvert du site web ParlAmericas ou contacter le programme pour un parlement ouvert de ParlAmericas au parlAmericasopn@parlAmericas.org

FAITS SAILLANTS DE LA DÉCLARATION

La déclaration de la rencontre a été lue par la membre de congrès **Ana Maria Choquehuanca** (Pérou) et la discussion et processus d'approbation ont été modérés par l'hon. **Robert Nault**, député (Canada). Certains des engagements adoptés par les parlementaires dans la déclaration sont :

- Adopter des lois, des cadres réglementaires et/ou des pratiques pouvant être appliquées efficacement et promouvant la transparence, la responsabilité, la participation citoyenne et les normes les plus élevées en matière de gouvernance de nos institutions.
- Promouvoir une dimension de genre et interculturelle dans toute réforme ou mesure législative contre la corruption en tenant compte du fait que ce phénomène touche les femmes de manière disproportionnée et qu'il est donc nécessaire de prendre en considération l'impact et les effets de toute initiative législative relative à cette problématique sur ce groupe de population; contribuant ainsi à la réussite des objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable.
- Renforcer les relations interinstitutionnelles pour développer des réponses législatives intégrales permettant de freiner la corruption en promouvant les principes et les valeurs du Partenariat pour un gouvernement ouvert, et en entreprenant des actions destinées à faire avancer l'agenda pour un gouvernement ouvert depuis le parlement.
- Encourager l'élaboration et l'exécution de plans d'action nationaux pour un gouvernement ouvert, y compris les plans d'action pour un parlement ouvert et d'autres mécanismes développés avec la société civile; et exercer notre rôle de contrôleur du respect des engagements pris dans ces plans.



« En ce qui concerne l'indépendance des commissions pour l'éthique, je ne doute aucunement que cela fonctionnera si les parlementaires rendent les informations publiques et rendent des comptes quant à leur comportement. L'existence d'un équilibre et le fait que, par exemple, la présidence compte un parlementaire de l'opposition du président de la Chambre des députés rendent ce contrôle plus efficace. »



Député
Javier Macaya (Chili)

« Intégrité, transparence et responsabilité sont les trois piliers qui doivent commencer par le gouvernement, et par nous-mêmes. Il doit exister une certaine pression entre nous-mêmes pour donner l'exemple de l'intégrité et de la transparence depuis le plus haut niveau du gouvernement. »



Sénatrice
L'hon. **Rosa Gálvez** (Canada)

PARLAMERICAS AU SOMMET DES AMÉRIQUES

Les Sommets des Amériques sont des rencontres institutionnalisées des dirigeants d'État et le forum principal interaméricain de définition des priorités communes pour relever les défis urgents, cela à travers des engagements aux actions régionales et nationales au plus haut niveau politique.

ParlAmericas a contribué aux Sommets des Amériques depuis sa création en 2001. Cela a coïncidé avec le III Sommet des Amériques célébré à la Ville de Québec, dont le plan d'action a officiellement reconnu l'importance des échanges parlementaires et de la coopération entreprise par ParlAmericas pour la promotion de la transparence et la bonne gouvernance dans l'hémisphère.

En tant qu'institution dédiée à la promotion de la démocratie parlementaire dans le système interaméricain, ParlAmericas a régulièrement organisé des réunions de parlementaires lors des Sommets des Amériques. La participation des parlementaires à ce forum est d'une importance capitale en considération du rôle essentiel des parlements pour la promotion efficace des accords et des engagements pris par les pays lors des Sommets des Amériques. Par exemple, les parlements sont responsables de l'élaboration des cadres législatifs et de l'approbation des allocations budgétaires permettant la mise en œuvre des engagements pris par les gouvernements nationaux lors des Sommets des Amériques.

Le plus récent sommet des Amériques tenu à Lima, Pérou, le 13 et 14 avril, 2018 a abordé le thème de la « gouvernance démocratique contre la corruption ». La 3^e rencontre du Réseau pour un parlement ouvert a servi de rassemblement officiel des parlementaires dans le cadre de ce processus. Le Réseau pour un parlement ouvert a également formulé des recommandations qui ont été notées dans le document final du VIII Sommet des Amériques, connu sous le nom de l'Engagement de Lima.



« Le peuple de l'Équateur s'est prononcé lors d'un référendum pour qu'il existe un véritable Conseil de participation citoyenne et de contrôle social. [...] Nous avons créé un cinquième pouvoir de l'État et, avec ces réformes, le but est également de favoriser l'égalité des genres [...]. Notre règlement prévoit que les membres du Conseil ne sont pas désignés par la présidente ou le président ni par certains acteurs politiques, mais élus par le peuple. Il garantit également l'égalité des genres de sorte qu'il peut y avoir trois bulletins de vote : un pour les hommes, un pour les femmes et un autre pour impliquer les nationalités indigènes, d'origine africaine et nos migrants. Il s'agit d'une véritable participation citoyenne. »



Membre de l'Assemblée
Ana Belén Marín (Équateur)





« La meilleure façon de répliquer ce processus de co-création est, avant tout, de rendre obligatoire la responsabilité. Ensuite, il faut avoir un excellent mécanisme de contrôle indépendant du leadership et des bureaux. Pour finir, nous devons toujours ouvrir nos portes à la société civile, en plus de bénéficier d'initiatives créatives et innovantes visant justement à faire participer la société civile et à motiver les membres du Congrès à participer et à poursuivre ces processus si importants pour les congrès ouverts et transparents. »

Sénateur
Andrés García Zuccardi (Colombie)



RÉUNION POUR LES FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES :

Plans d'action pour un parlement ouvert

#ParlAmericasOPN

THÈME : Plans d'action pour un parlement ouvert

LIEU : Santiago, Chili

DATE : 5 décembre 2018

PARTICIPANTS : Plus de 20 greffiers et greffières parlementaires provenant de 9 pays



Cette activité s'aligne avec l'ODD 16

En collaboration avec le **Congrès du Chili**, ParlAmericas fut l'hôte de la rencontre pour les fonctionnaires parlementaires : Plans d'action pour un parlement ouvert, la première activité de ParlAmericas dédiée exclusivement au travail de fonctionnaires parlementaires responsables d'initiatives d'ouverture au sein de leurs parlements. En reconnaissant l'importance de leur rôle et de leur expertise dans la coordination, la mise en œuvre et la durabilité de ces initiatives, cette activité visait l'établissement de liens institutionnels facilitant des échanges entre pairs et le renforcement de pratiques d'ouverture parlementaire.

Après les remarques de bienvenue offertes par **Miguel Landeros** (Chili), Secrétaire général de la Chambre des députés du Chili, et d'une introduction de **Rocío Noriega**, conseillère du Groupe bicaméral pour la Transparence du Congrès national du Chili,

la rencontre a fourni une opportunité pour des participants et participantes de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de Colombie, du Costa Rica, de L'Équateur, du Salvador, du Paraguay, et du Pérou de présenter leur rapport concernant les avancées de leur parlement vers l'établissement de parlements ouverts à travers des plans d'actions et d'autres initiatives.

Ceci a été suivi par deux sessions conçues pour adresser la planification stratégique de plans d'action et d'initiatives d'ouverture parlementaire. La première session a ciblé le développement d'un cadre de suivi et d'évaluation pour permettre aux parlements de mieux mesurer et démontrer l'impact de ces initiatives sur leurs citoyens. La deuxième session a discuté l'innovation publique et des stratégies de communication efficaces pour l'adoption d'initiatives d'ouverture parlementaires.

La rencontre c'est terminée par un dialogue ouvert et de réflexions des fonctionnaires qui ont exprimé leur désir pour l'établissement d'un mécanisme plus formel dirigé à faciliter la participation de fonctionnaires parlementaires au sein du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, au travers des moyens en personne ainsi qu'en ligne, et dans les deux activités exclusives aux fonctionnaires ainsi que dans les rencontres entre parlementaires et la société civile. Cette discussion a été suivie de remarques de conclusion de **Luis Rojas** (Chili), député et Secrétaire général de la Chambre des députés.

Un [rapport détaillé concernant cette rencontre](#) peut être accédé sur le site web de ParlAmericas.



« Il est essentiel de partager et d'informer les députés et les autorités à propos de l'agenda d'ouverture parlementaire afin d'institutionnaliser et d'avancer sa consolidation. »



Dolores Martínez, Directrice du Programme de modernisation Chambre des députés (Argentine)

POINTS D'ACTION

Les points suivants ont été soulignés lors des discussions au cours de la rencontre :

1. Encourager l'emploi d'une approche multidisciplinaire dans le travail de fonctionnaires parlementaires pour faciliter l'adoption de nouveaux mécanismes et de nouvelles pratiques.
2. Encourager des rencontres annuelles et des activités fréquentes en personne et en ligne, comme des webinaires sur les sujets spécifiques, pour le soutien du processus d'ouverture parlementaire.
3. Partager les expériences des parlements de l'Amérique latine et d'autres régions, comme l'Europe et l'Afrique.
4. Engager des travailleurs parlementaires sur la technologie d'informatique dans des efforts d'ouverture législative.
5. Explorer des opportunités pour le soutien d'organismes internationaux afin de renforcer ces activités et de bénéficier de contributions d'experts différents.
6. Promouvoir des avancées progressives vers les piliers d'ouverture parlementaire – transparence, responsabilité, participation publique et l'éthique – afin d'atteindre des résultats concrets.
7. Encourager l'engagement continu de plus en plus de parlementaires dans des processus d'ouverture parlementaires, puisqu'ils/elles sont ceux/celles qui offrent le soutien pour ces processus.



Juan Carlos Chavarría, directeur
Département de la participation citoyenne,
Assemblée législative (Costa Rica)

« Les espaces qui nous permettent de partager des expériences sur le travail que nous faisons dans nos parlements, nous aident sans aucun doute dans notre travail et nous permettent de reproduire plus facilement les bonnes pratiques développées dans d'autres pays. »



RÉUNION DE CO-CRÉATION :

Guide pour développer un plan d'action pour un parlement ouvert

#ParlAmericasOPN

THÈME : Open Parliament Action Plans

LIEU : Santiago, Chili

DATES : 6-7 décembre 2018

PARTICIPANTS : Plus de 50 parlementaires, greffiers et greffières et représentants et représentantes de la société civile provenant de 11 pays



Cette activité s'aligne avec l'ODD 16

En collaboration avec le **Congrès du Chili**, ParlAmericas fut l'hôte de la Réunion de Co-Création : guide pour développer un Plan d'action pour un parlement ouvert, qui a rassemblé trois acteurs impliqués dans ce processus : parlementaires, fonctionnaires parlementaires, et représentants et représentantes de la société civile, pour développer une feuille de route d'étape par étape, claire et pratique, qui pourrait être modifiée pour n'importe quel contexte national et soutenir le processus de Plan d'action pour un parlement ouvert. Un document de travail a été développé par ParlAmericas, en collaboration avec le Réseau numérique pour un parlement ouvert, et distribué aux participants pour guider les discussions au cours de la rencontre.

La rencontre a commencé avec les remarques de bienvenue offertes par l'honorable **Maya Fernández Allende** (Chili), Présidente de la Chambre des

députés et Membre du Conseil de ParlAmericas; par l'honorable **Carlos Montes** (Chili), Président du Sénat; par **Paulina Núñez** (Chili), Membre de la Chambre des députés et Présidente du Groupe Bicaméral sur la Transparence; par la Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), Présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas; et par **Marcela Ríos**, représentante résidente adjointe du PNUD-Chili.

Les remarques de bienvenue ont été suivies par trois sessions tenues au cours de la première journée. La première session fournit un survol du processus pour formuler un Plan d'action pour un parlement ouvert, envisageant les rôles et l'importance de la collaboration entre parlementaires, fonctionnaires parlementaires et représentants et représentantes de la société civile, comme distribués dans le document de travail de la rencontre. Ceci inclut le travail de table ronde adressant chacune des étapes des Plans d'action pour un parlement ouvert, afin d'identifier les meilleures pratiques, défis et solutions qui peuvent être mis en œuvre au travers de ces étapes du processus. La deuxième session a discuté sur l'application de principes d'ouverture parlementaire dans d'autres espaces thématiques, afin d'explorer comment ces initiatives peuvent démontrer l'impact de réformes d'ouverture parlementaire. La session finale de la journée a exploré des opportunités de collaboration entre les acteurs impliqués dans les Plans d'action pour un parlement ouvert afin de maximiser leurs impacts. Les participants et participantes ont été invités à travailler avec leurs collègues pour identifier leurs forces ainsi que

les espaces où d'autres acteurs pourraient offrir leur soutien et explorer des stratégies pour une collaboration plus efficace.

La deuxième journée de la rencontre a commencé par une discussion sur la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de Plans d'action pour un parlement ouvert. Les parlements ont eu l'opportunité de présenter leurs expériences et lors du travail de table ronde d'identifier les défis primaires qu'ils anticipent dans la mise en œuvre d'initiatives d'ouverture parlementaire, ainsi que des solutions possibles. La session finale a ciblé la participation et l'inclusion de groupes traditionnellement marginalisés, y compris les femmes et les communautés autochtones, et comment ces groupes peuvent s'intégrer dans les Plans d'action pour un parlement ouvert.

« Des réformes en faveur d'une plus grande ouverture des parlements contribuent au système démocratique, car ils favorisent les espaces qui permettent aux citoyens et aux organisations de la société civile de contribuer au travail parlementaire, ainsi que de devenir nos partenaires dans la construction de sociétés meilleures où nous tous participons à la prise de décision importantes. »



Présidente de la Chambre des députés
Maya Fernández Allende (Chili)

Ceci inclut des discussions concernant la nouvelle politique de harcèlement sexuel passé par la Chambre des députés (Chili), et les initiatives adoptées par l'Assemblée nationale (Équateur) pour permettre la participation des peuples autochtones dans le processus législatif.

Des remarques finales ont été offertes par **Blanca Ovelar** (Paraguay), Présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, et **Luis Rojas** (Chili), députée et Secrétaire général de la Chambre des députés.

Un [rapport détaillé concernant cette rencontre](#) peut être accédé sur le site web de ParlAmericas.



POINTS D'ACTION

Au cours de la discussion ayant eu lieu pendant les réunions de co-création, les points d'action suivants ont été soulignés :

1. Encourager la participation de citoyennes et citoyens dans des organismes de société civile impliqués dans des processus de co-création des plans d'action pour un parlement ouvert.
2. Établir des canaux de communication qui permettrait la dissémination d'information sur les plans d'action et initiatives d'ouverture parlementaire, avec un langage clair et inclusif.
3. Promouvoir et renforcer la collaboration entre des organismes de société civile et fonctionnaires parlementaires de la région.
4. Impliquer les médias dans le processus de plans d'action pour un parlement ouvert, particulièrement des journalistes spécialisant en sujets d'ouverture parlementaire.
5. Promouvoir la collaboration entre parlementaires, fonctionnaires parlementaires, et organismes de la société civile pour identifier des standards de transparence, afin d'acquérir de l'information législative répondant aux besoins des citoyens.
6. Promouvoir un mécanisme au sein du parlement qui inclut des parlementaires, fonctionnaires, et représentantes et représentants de la société civile dans le processus de co-création des plans d'action, afin d'avoir cet espace institutionnalisé.

Les **Plans d'action du Parlement ouvert** ont été reconnus à l'échelle internationale comme un outil efficace et innovateur pour favoriser la collaboration entre les parlements et la société civile pour réaliser des réformes d'ouverture. Par conséquent, ParlAmericas, en collaboration avec les organisations qui font partie d'OPeN¹, élaborera un guide pratique visant à promouvoir l'adoption de tels plans d'action dans les parlements des Amériques et des Caraïbes dans le cadre du partenariat pour un gouvernement ouvert. Le guide comprendra un aperçu des étapes nécessaires pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des engagements du Parlement ouvert, tout en fournissant des informations pratiques basées sur les expériences d'un large éventail d'acteurs ayant participé et soutenu des plans d'action pour un Parlement ouvert. Cette publication sera lancée lors du 6^e Sommet mondial sur le partenariat pour un gouvernement ouvert, qui se tiendra à Ottawa, Canada, en 2019.

¹ Le Réseau numérique pour un parlement ouvert (OPeN) est un consortium d'organisations internationales et de la société civile composée par ParlAmericas, l'Institut national démocratique, le Réseau latino-américain pour la transparence législative, la Fondation Westminster pour la démocratie, Directorio Legislativo, le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (ODIHR en anglais) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).



MESSAGE DU PRÉSIDENT DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Chères et chers collègues,

C'est un plaisir de partager avec vous les avancées réalisées en 2018 par le Réseau parlementaire sur le changement climatique (RPCC) de ParlAmericas. Plus tôt dans l'année,

nous avons organisé, en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR), un Dialogue sur la réduction des risques de catastrophe dans le but d'explorer les bonnes pratiques parlementaires pour promouvoir une prise de décision informée pour la gestion des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique. Ce dialogue a inclus une visite de terrain organisée avec des spécialistes du Système national de protection civile du Panama (SINAPROC), ce qui nous a permis d'observer les différentes dimensions du risque de catastrophe dans les communautés côtières urbaines.

La 3^e Rencontre du RPCC, « Promouvoir l'action climatique en Amérique et dans les Caraïbes : Le rôle des parlementaires dans le programme d'action pour le climat » a permis aux parlementaires d'identifier leurs obstacles et opportunités de soutenir et élever l'ambition climatique dans les Contributions déterminées au niveau national (CDN) dans leur propre législature, contribuant ainsi à limiter la hausse de la température mondiale à 1,5° C. Les thèmes abordés durant cette rencontre sont : l'action climatique internationale, la transition vers des sociétés durables et résilientes, les pertes et dommages et les mécanismes de tarification du carbone. Je souhaite souligner que suite à cette rencontre, une Contribution parlementaire au Dialogue de Talanoa a été créée et partagée sur la plateforme officielle du Dialogue de Talanoa, qui faisait partie de la phase politique du dialogue et de la COP24 en Pologne. Cette contribution a également été présentée lors du Forum sur la vulnérabilité climatique dans le cadre du Sommet virtuel sur le climat.

D'autre part, des déléguées et délégués du RPCC ont participé cette année à d'autres événements importants sur le climat comme la 6^e Plateforme régionale pour la réduction des risques de catastrophe en Amérique en Colombie, la Semaine

sur le climat en Amérique latine et aux Caraïbes et le Forum sur le carbone en Uruguay, et l'Atelier régional sur le changement climatique et le renforcement de la résilience à Washington, DC. ParlAmericas a aussi participé à une réunion intersession à Bonn et à la Conférence sur les villes et le changement climatique, science, politique et pratique, dans la ville de Mexico. Grâce à votre participation à ces événements, notre réseau a pu présenter et promouvoir l'importance et l'impact de la voix parlementaire et l'intérêt d'inclure les législateurs et législatrices dans les discussions sur les perspectives actuelles et futures de l'agenda climatique.

De nouvelles ressources ont également été élaborées et mises à la disposition des parlementaires, dont un précis sur la tarification du carbone et un sur le régime des Nations unies. Un protocole parlementaire sur la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation climatique est également en cours de création et sera présenté en 2019.

Le rapport spécial du GIEC sur un réchauffement planétaire de 1,5 °C nous alarme sur l'importance d'élever l'ambition politique de prévenir et d'atténuer les impacts catastrophiques du climat que nous pourrions connaître. Dans ce contexte, je vous remercie pour votre engagement et j'espère que vous continuerez à soutenir et à participer à toutes nos activités et à faire avancer et accélérer les actions contre le changement climatique.

Cordialement,

Javier Ortega

**Membre de l'Assemblée nationale, Panama
Président du Réseau parlementaire
sur le changement climatique de ParlAmericas**

.....
 SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @VOTAPATACON

DIALOGUE SUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

#ParlAmericasCC

THÈME : Réduction des risques de catastrophes et adaptation au changement climatique

LIEU : Ville de Panama, Panama

DATE : 22-23 février 2018

PARTICIPANTS : Plus de 20 parlementaires de 16 pays, 4 expert(e)s d'organisations internationales et 1 réseau d'organisations de la société civile



Cette activité s'aligne avec les ODD 1, 5, 8, 11 et 13

Cette activité a été organisée par le Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR, de son sigle anglais). Elle a convoqué des parlementaires des Amériques et des Caraïbes ainsi que des représentantes et des représentants de la société civile et d'organisations internationales à des sessions de dialogue et à une visite de terrain afin d'échanger de bonnes pratiques et de promouvoir la législation et la prise de décisions informées pour la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique.

Le dialogue a été inauguré par le député **Javier Ortega** (Panama), président du Réseau parlementaire sur le changement climatique, la députée **Mariela Vega** (Panama); **Raúl Salazar**, chef du Bureau régional pour l'Amérique des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe; et son Excellence **Karine Asselin**, ambassadrice du Canada au Panama.

Cette inauguration a été suivie par une série de sessions de dialogue où les participants et participantes ont entendu des expert(e)s qui ont informé les discussions relatives à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation au changement climatique, et les liens entre les Contributions déterminées au niveau national (NDC, de leur sigle anglais) et les objectifs de l'agenda de développement durable. Les participants et participantes ont reçu de l'information sur le cadre institutionnel, les instruments économiques et les principaux acteurs impliqués dans la réduction des risques de catastrophes. Ainsi qu'un compte rendu sur la législation en matière de changement climatique dans différents pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les discussions ont également porté sur le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030 et sa relation avec les objectifs du programme de développement durable et l'adaptation au changement climatique. Ensuite, les participants ont analysé les façons dont les parlements peuvent contribuer à l'intégration des mesures de réduction de ces risques dans les consultations, les actions législatives, les budgets nationaux et la vigilance des programmes gouvernementaux.

Les discussions incluaient des exemples d'efforts visant à renforcer la résilience des communautés face aux dangers naturels dans un climat changeant en abordant l'inégalité des genres existant dans des situations de catastrophe, tant en termes d'impacts que de réaction et de récupération, entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Le rôle important de la société civile dans la mise en œuvre de la réduction des risques de catastrophes et des plans d'adaptation au changement climatique, tel que le cadre de Hyogo et le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, ont été soulignés, permettant aux participants d'explorer les stratégies par lesquelles les organisations de la société civile peuvent collaborer avec les parlementaires pour faire avancer les agendas nationaux.

Le premier jour de la réunion s'est achevé par un dialogue sur les études de cas et la législation pour la réduction des risques de catastrophes, qui a été présentée par des délégués de l'Uruguay, de Trinité-et-Tobago et de la Bolivie, où les parlementaires ont réfléchi à l'état actuel des systèmes d'adaptation et de réduction de risques de catastrophes dans leur pays.

Au cours de chaque session, les parlementaires ont apporté leurs questions, leurs idées et leurs perspectives. Ce partage des bonnes pratiques et des enseignements tirés des expériences acquises à leurs pays respectifs a ancré les concepts et les questions abordées dans des exemples concrets et réels. Les déléguées et délégués ont souligné la nécessité pour les parlementaires de jouer un rôle actif dans



la communication des risques climatiques à leurs les citoyennes et citoyens, notant que l'information est essentielle pour renforcer les capacités d'adaptation dans leurs communautés. Les parlementaires ont insisté sur le rôle essentiel qu'ils/elles jouent pour faire progresser la mise en œuvre des engagements de l'accord de Paris au sein de leur propre pays. Les déléguées et délégués ont également reconnu la nécessité de promouvoir des actions au niveau local, où les impacts des changements climatiques sont vécus, et où les effets des catastrophes naturelles se traduisent par des pertes matérielles et humaines.

Afin d'explorer plus en détail le rôle des organisations locales et de la société civile et de promouvoir une vision intégrale de la réduction des risques de catastrophes, une visite de terrain a été organisée, ainsi qu'une activité d'information avec des experts du Système national pour la Protection civile du Panama (SINAPROC). Cette activité a donné l'opportunité aux parlementaires d'observer les différentes dimensions du risque climatique dans une communauté urbaine côtière, et de faire le lien entre les concepts abordés lors des sessions du

dialogue et leurs propres expériences en matière d'évaluation des risques de catastrophes. L'activité d'information et la discussion sur le site ont eu pour objet principal les différents impacts du changement climatique sur les communautés locales, les options d'adaptation possibles et le lien entre la législation au niveau national, les réglementations de planification urbaine et les systèmes de gestion des risques de catastrophes. Les parlementaires ont examiné différents types de risques liés au climat et aux catastrophes dans leurs communautés, ainsi que les impacts possibles du changement climatique sur les communautés côtières de leurs pays respectifs.

La réunion s'est achevée par une dernière session de travail, où les parlementaires ont examiné les comptes rendus des actions législatives qui favorisent et facilitent la mise en œuvre des mesures de réduction des risques de catastrophes, et ont fourni des contributions pour le Protocole pour la réduction de risques de catastrophes et l'adaptation de ParlAmericas et UNISDR, qui sera publié en 2019.

Un [rapport détaillé à propos cette réunion](#) est accessible sur le site web de ParlAmericas.



« Les connaissances que j'ai acquises lors de cette conférence auront un impact sur mon travail. J'en ferai part au Parlement pour que nous puissions commencer à mettre en œuvre des améliorations de nos protocoles nationaux pour la réduction des catastrophes et des urgences. »



Député
Dan Ruimy (Canada)



Députée
Mariela Vega (Panama)

« L'intégration de la gestion des risques de catastrophe dans la planification du développement peut renverser la tendance actuelle de hausse de l'impact de ces événements. Plus du tiers de la population mondiale vivra dans des villes avant l'an 2050; si les pays agissent de manière déterminée, ils peuvent sauver des vies et protéger des biens. Toutefois, nombre d'entre eux ne disposent pas des outils et de l'expérience nécessaires ni des mécanismes pour intégrer la réduction des risques de catastrophe dans leurs décisions d'investissements. Les parlements comprennent l'importance d'appuyer les engagements des gouvernements et les organisations internationales dans la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique à travers leur travail législatif. »

« Il n'y a pas qu'un pays qui subit les effets du réchauffement climatique, mais plusieurs pays d'une manière ou d'une autre. Nous devons travailler sans regarder les couleurs et l'acronyme politiques. Nous devons regarder les choses d'un point de vue humain, qui est important dans la collaboration. C'est dans cette ligne de pensée que nous travaillons en Bolivie, au sein de la législature, de l'exécutif et des organisations sociales. »



Sénatrice **Máxima Apaza** (Bolivie)

RÉSUMÉ VIDÉO

Une vidéo a été créée pour présenter l'échange parlementaire qui s'est produit lors du dialogue sur la réduction des risques de catastrophes. Il a également présenté des remarques d'experts et de parlementaires sur l'importance de traiter et de gérer au sein des législatures les risques de catastrophes et l'adaptation au climat, et de démontrer comment le protocole parlementaire pour la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique, en cours de développement, en collaboration avec UNISDR, aidera les parlements à répondre à ces questions. Cette vidéo peut être visionnée dans la section Changement climatique du site Web de ParlAmericas : <http://parlamericas.org/fr/climate-change.aspx>



3^e RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

#ParIAmericasCC

THÈME : Promouvoir l'action climatique dans les Amériques et les Caraïbes: Le rôle des parlementaires dans le programme d'action pour le climat

LIEU : Ville de Panama, Panama

DATE : 4-5 octobre 2018

PARTICIPANTS : Plus de 50 parlementaires, représentantes et représentants de la société civile et d'organisations internationales provenant de 22 pays et territoires autonomes



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 10, 11 et 13

La 3^e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique a été **co-organisée par ParIAmericas et Parlatino** dans la ville de Panama, au Panama. La réunion a démontré l'importance des efforts de collaboration entre tous les acteurs pour promouvoir l'action climatique ambitieuse et efficace. Au cours des sessions de travail et des activités interactives, le dialogue a permis aux participants et aux spécialistes d'évaluer la situation actuelle des négociations internationales en matière de climat et la progression de la réalisation des engagements des Contributions déterminées au niveau national (CDN). Des problématiques importantes liées à l'atténuation et à l'adaptation ont également été abordées, surtout concernant les facteurs socio-économiques de la

transition vers une société durable et résilience, les pertes et dommages et les mécanismes de tarification du carbone.

La rencontre a été ouverte par **Rolando González Patricio**, membre de l'Assemblée nationale (Cuba) et secrétaire des Commissions de Parlatino. L'hon. **Robert Nault**, député (Canada) et président de ParIAmericas, et **Javier Ortega**, membre de l'Assemblée nationale (Panama) et président du Réseau parlementaire sur le changement climatique, ont également prononcé un discours.

Le premier jour de la réunion a comporté des discussions autour de l'action climatique internationale et le rôle des parlements nationaux, les jalons prévus du processus de négociation climatique, tel que



la création du livre de règles de l'accord de Paris, l'inventaire des événements et la mise à jour des CDNs en 2020. En outre, les défis socio-économiques et les possibilités de transition vers une société à faible émission de carbone et résiliente, et en limitant l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C ont été examinés. Une session sur les pertes et les dommages a présenté l'importance d'établir et d'appliquer les mécanismes et plans nationaux de réduction des risques de catastrophes. La journée s'est terminée par une session interactive de présentation de rapports au cours de laquelle un échange de tables rondes entre parlementaires et experts en matière de climat a été organisé. Cette session visait à permettre aux deux parties d'apprendre et de comprendre leurs rôles respectifs pour relever l'agenda climatique. Cette session s'est

achevée par un résumé en format vidéo, filmé en direct à la fin du dialogue, rapportant au sujet des sujets clés discutés.

La deuxième journée a examiné les mécanismes de tarification du carbone, leur fonction et leur rôle dans l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, et comment il peut servir comme incitation financière pour soutenir la transition vers l'énergie propre et la technologie.

La réunion s'est achevée par l'adoption de la déclaration de la réunion, suivie par des remarques finales de l'hon. **Robert Nault**, député (Canada), Président de ParlAmericas et de l'hon. **Elías Castillo**, membre de l'Assemblée nationale (Panama), Président de Parlatino.

Un [rapport détaillé à propos cette réunion](#) est accessible sur le site web de ParlAmericas.

« Pour PreCOP21, Sainte-Lucie et d'autres îles des Caraïbes ont fait une campagne de sensibilisation pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C et une partie de cette campagne a été illustrée par la musique, la danse et le drame. Nous devons tous/toutes être sur le même plan quand on appelle tout le monde à l'action, le changement climatique local nous concerne tous, mais l'impact est différent, parce que plus l'inégalité est grande, plus augmente la vulnérabilité qui réduit la capacité de résilience. »



Président de l'Assemblée nationale
L'hon. **Andy Daniel** (Sainte-Lucie)

À PROPOS DU RPCC

Le [Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas](#) (RPCC) a été créé en 2016 avec l'objectif de promouvoir la diplomatie parlementaire sur l'action climatique entre parlements, aligné avec les cadres internationaux existants qui travaillent vers l'action contre le changement climatique et le développement durable. Le RPCC favorise les échanges de connaissances entre parlementaires, praticiens experts, la société civile et des autres intervenants sur les pratiques efficaces en matière d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques utilisant des ateliers, des dialogues, et des ressources spécialisés.

Le travail du RPCC encourage la coopération entre les parlements et les agences gouvernementales pour le développement et la mise en œuvre de politiques innovantes pour lutter contre le changement climatique. Parmi les sujets récemment abordés l'on trouve les énergies renouvelables, la réduction des risques de catastrophe et des concepts de financements tels que les pertes et préjudices, les prix et marchés du carbone, ainsi que l'importance de l'intégration du genre dans l'action climatique et élever l'ambition par rapport aux Contributions déterminées au niveau national pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris et des Objectifs de développement durable.

Le réseau est régi par un Comité exécutif élu, composé du Président et vice-présidences sous régionaux, représentant l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, ainsi que les Caraïbes.

Pour plus d'informations sur le RPCC, veuillez visiter la section sur le changement climatique du site web ParlAmericas ou contacter le programme de changement climatique de ParlAmericas au parlAmericascc@parlAmericas.org

TALANOA DIALOGUE
FOR CLIMATE AMBITION

DIALOGUE DE TALANOA : UN MESSAGE POLITIQUE POUR LA CONFÉRENCE DES PARTIES

Cette dernière session interactive a été modérée par **Patricia Chávez Noe**, membre de la Chambre des députés (Bolivie). Elle a permis aux parlementaires de partager leur point de vue politique sur les questions du Dialogue de Talanoa à travers une vidéo et des déclarations photographiques envoyées sur la plateforme en ligne du Dialogue de Talanoa, voie principale des membres externes pour contribuer aux négociations de la COP24.



« Il faut créer les mécanismes de surveillance et les systèmes de comptage solides nécessaires au fonctionnement de la tarification du carbone au niveau national ou en coopération avec des partenaires internationaux et il est évident que les parlements participeront à ce processus. »



Présidente de l'Assemblée nationale
L'hon. **Jennifer Simons** (Suriname)

« Les pays en développement ont besoin d'un plus grand soutien quant à la disponibilité de ressources financières pour les questions liées au climat. Dans le cas d'Haïti, les communautés marginalisées utilisent la déforestation comme moyen de produire du charbon de bois, un produit local lucratif. Les Haïtiennes sont très vulnérables, car elles ont besoin des gains réalisés en vendant ce produit pour nourrir leurs enfants. Les femmes doivent choisir entre la survie de leurs enfants et l'adoption de pratiques plus durables et propres d'un point de vue environnemental. Il est nécessaire pour les plus petits pays d'avoir un développement stratégique pour affronter ces défis. Des initiatives de l'ordre de la formation technique et de l'accès au financement pourraient certainement aider les communautés face à ces dilemmes. »



Sénatrice **Dieudonne Luma Étienne**
(Haïti)



FAITS SAILLANTS DE LA DÉCLARATION

La déclaration finale a été présentée et lue par l'hon. **Maya Fernández Allende**, présidente de la Chambre des députés (Chili). Le processus de discussion et d'adoption a été modéré par l'hon. **Robert Nault**, député (Canada), président de ParlAmericas. Voici certains des engagements compris dans la déclaration :

- Adopter des lois, des cadres réglementaires et des pratiques renforçant les efforts entrepris pour réaliser les engagements pour l'atténuation et l'adaptation de nos pays dans les Contributions déterminées au niveau national et adoptées à la Conférence des Parties.
- Promouvoir la participation de différents groupes dans les processus décisionnels liés au climat afin de tenir compte des besoins particuliers des femmes, des hommes et des groupes traditionnellement marginalisés.
- Coopérer avec les gouvernements et acteurs locaux pour promouvoir des actions et des engagements climatiques locaux, garantissant que les lois adoptées au niveau national tiennent compte et répondent aux priorités, besoins et réalités locales.
- Réviser, adopter et appuyer des stratégies et des plans de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation climatique pour réduire les risques liés au climat et renforcer la résilience.
- Promouvoir la collaboration, le dialogue et l'action politique en matière de pertes et préjudices, en traitant particulièrement la migration et les déplacements forcés dus au climat, et l'élaboration de plans nationaux d'adaptation en la matière.

« C'est important. Si nous ne défendons pas le changement climatique, nous jouons contre nous-mêmes. Nous ne construisons pas, nous détruisons. Nous devons nous mettre d'accord, tous les pays, pour contrer le changement climatique. Nous devons travailler ensemble. [En tant que parlementaires] nous devons poursuivre ce combat et diffuser le message au sein de nos bases et organisations, en tant que femmes et hommes [sur ces sujets]. »



Membre de la Chambre des députés
Lidia Patty Mullisaca (Bolivie)

« Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe mentionne explicitement le rôle des parlementaires dans la promotion des débats institutionnels permettant d'élaborer et d'intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les cadres législatifs nationaux et locaux. Cet événement vise à stimuler le rôle des parlementaires dans la réduction des risques de catastrophe au niveau régional et à renforcer les contributions des parlementaires de la région au niveau mondial. »



Raúl Salazar, Chef du Bureau régional pour l'Amérique d'UNISDR

Merci

pour votre contribution à ParlAmericas en 2018.
Nous sommes impatients de poursuivre nos efforts
grâce à votre soutien constant!

L'ÉQUIPE DE PARLAMERICAS

Alisha Todd

Carla Li

Eilish Elliott

Lourdes Li-Smith

Álvaro Terán

Daniela Ocampo

Emilie Lemieux

Maria Boada

Natalí Casanova

Anabella Zavagno

David Osorio

Lisane Thirsk

Mateusz Trybowski



Secrétariat international de ParlAmericas

710 - 150 rue Wellington Ottawa, Ontario, K1P 5A4 Canada

Téléphone : + 1 (613) 594-5222 | Télécopieur : + 1 (613) 594-4766

www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

